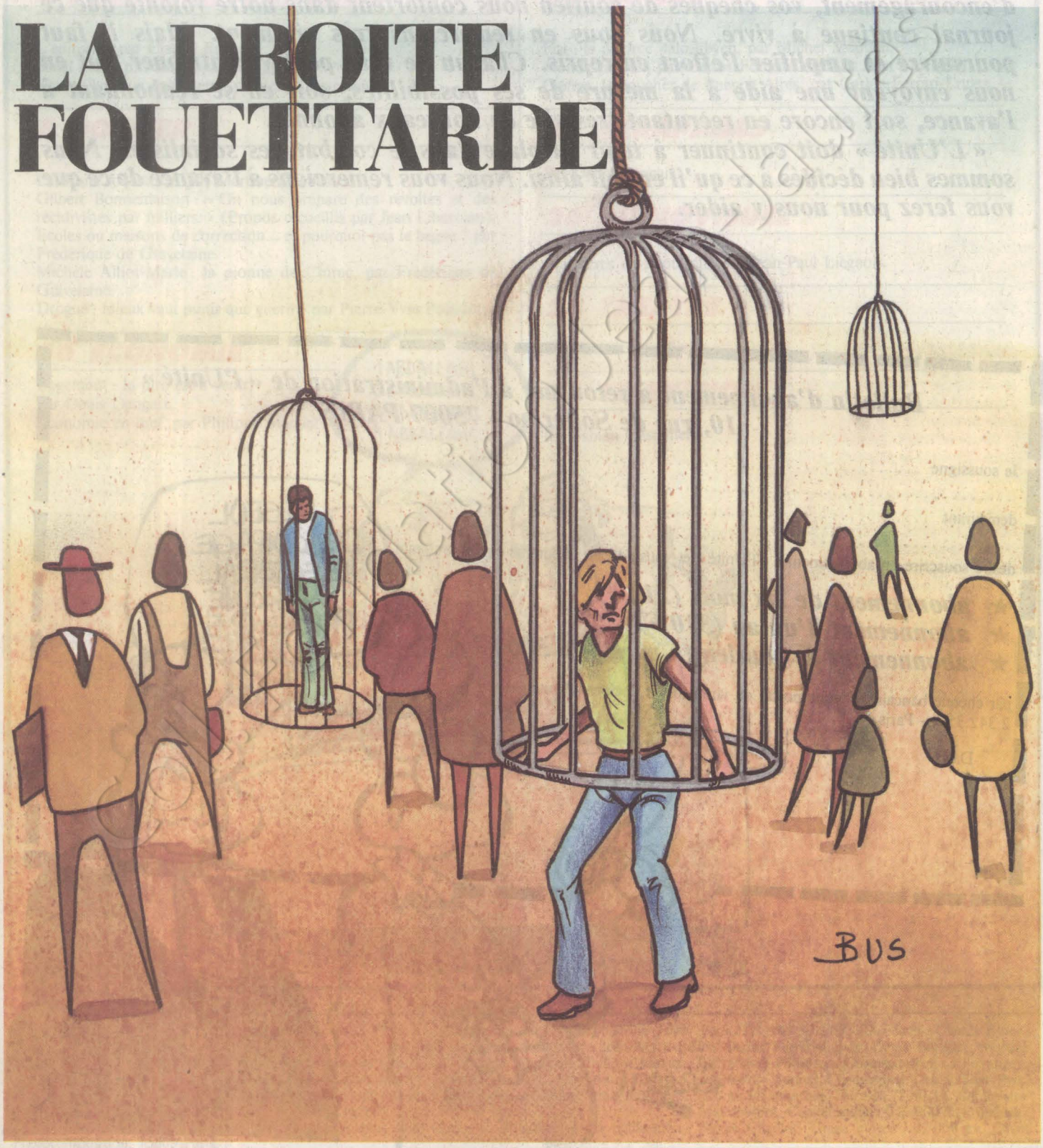
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 661 - 8 F

3 OCTOBRE 1986

LA DROITE FOUETTARDE



A nos lecteurs

Vous êtes déjà très nombreux à avoir répondu à l'appel que nous lançons depuis le début de septembre pour redresser la situation financière de « l'Unité ». Vos lettres d'encouragement, vos chèques de soutien nous confortent dans notre volonté que ce journal continue à vivre. Nous vous en remercions très vivement. Mais il faut poursuivre et amplifier l'effort entrepris. Chacun de vous peut y contribuer soit en nous envoyant une aide à la mesure de ses possibilités, soit en se réabonnant à l'avance, soit encore en recrutant très vite de nouveaux abonnés.

« L'Unité » doit continuer à tenir sa place dans le combat des socialistes. Nous sommes bien décidés à ce qu'il en soit ainsi. Nous vous remercions à l'avance de ce que vous ferez pour nous y aider.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante

- ★ ***abonnement de six mois (210 F)***
- ★ ***abonnement d'un an (310 F)***
- ★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature





SOMMAIRE

« L'Unité »
N° 661
du 3 octobre 1986

4 POLITIQUE FRANÇAISE

L'éditorial, par Claude Estier.
Sénat : le R.p.r. fait un carton, par Antoine Violet.
Haute-Garonne : pari tenu, par Jean-Pierre Bédéï.

8 DOSSIER

La droite fouettarde, par Martine Ducousset.
Gilbert Bonnemaison : « On nous prépare des révoltés et des récidivistes par milliers. » (Propos recueillis par Jean Liberman).
Ecoles ou maisons de correction... et pourquoi pas le bagne ? par Frédérique de Gravelaine.
Michèle Alliot-Marie : la pionne de Chirac, par Frédérique de Gravelaine.
Drogue : mieux vaut punir que guérir ! par Pierre-Yves Poindron.

16 ECONOMIE

Logement : le pire est à venir, par Denis Dangaix.
Economie en bref, par Philippe Maquat

18 MONDE

Fiat : le divorce italo-libyen, par Michel Mathieu.
Monde en bref, par Carlos Ferrari-Lopez et Jean Liberman.
Camps, le boucher de Buenos Aires, par Carlos Ferrari-Lopez.

25 DERAPAGES

Par Denis Dangaix.

26 AUDIOVISUEL

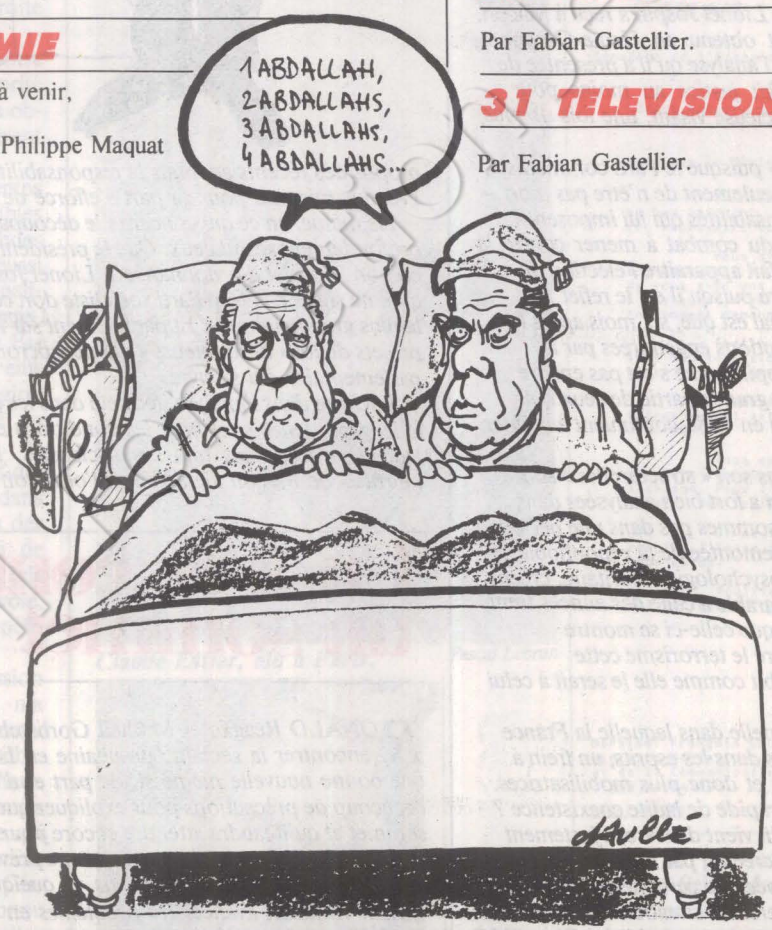
Massacres en Léotardie, par Jean-Paul Liégeois.

28 THEATRE

Par Fabian Gastellier.

31 TELEVISION

Par Fabian Gastellier.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Jean Liberman, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Retour aux années trente?

PAR CLAUDE ESTIER

LES journées parlementaires que les différentes formations politiques tiennent à la veille de la rentrée ont le mérite de mettre l'accent sur la pensée — et quelquefois les arrière-pensées — des principaux responsables de ces formations. Côté majorité, le triomphalisme affiché par le R.p.r. contraste avec la morosité qui ressort des débats de l'U.d.f. où le trop-plein de candidats potentiels à l'élection présidentielle continue de poser problème.

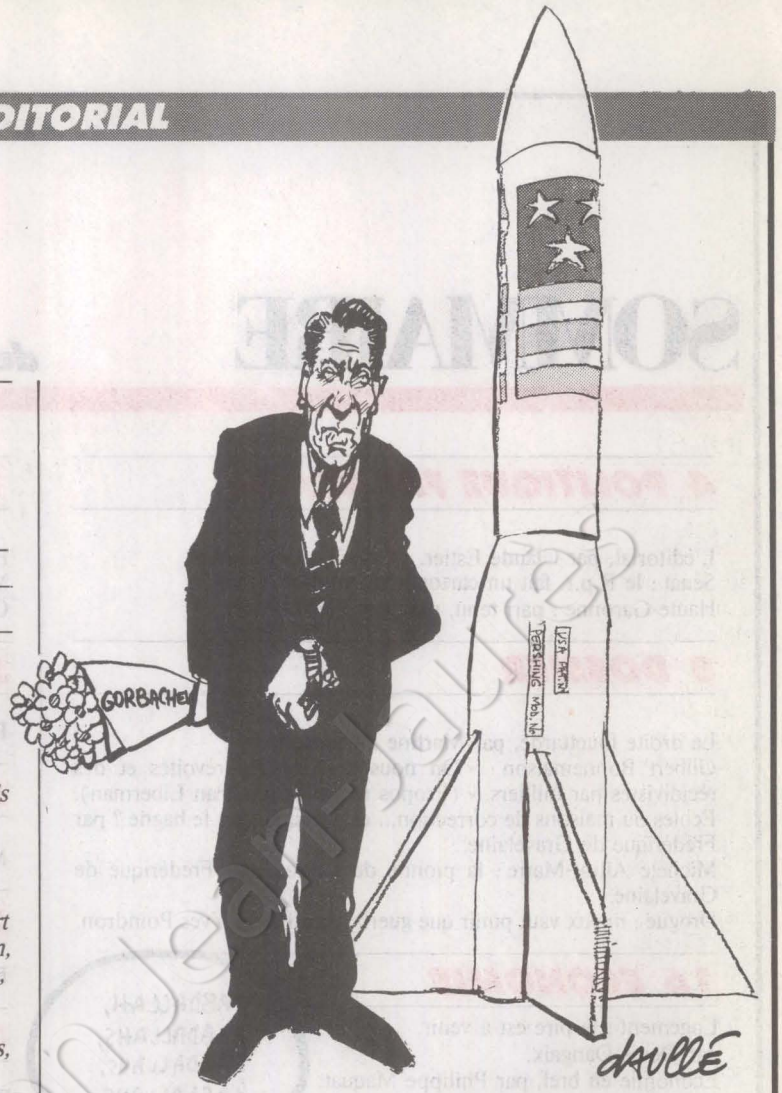
Côté socialiste, les journées de Mâcon ont permis de mettre fin à une campagne insidieuse que les médias entretenaient depuis le Comité directeur du 13 septembre et qui voulait faire croire que le Premier secrétaire du parti était l'objet de critiques sévères de la part de plusieurs dirigeants. L'ovation que Lionel Jospin a reçu à Mâcon, au lendemain de l'excellent résultat obtenu en Haute-Garonne, l'accord général qui s'est exprimé sur l'analyse qu'il a présentée de la situation politique actuelle ont fait justice au moins pour l'essentiel de cette présentation pernicieuse visant, une fois de plus, à déstabiliser le P.s.

Seule véritable force d'alternance — puisque le Parti communiste, dont l'érosion se poursuit, se félicite seulement de n'être pas mort — le P.s. a aujourd'hui de lourdes responsabilités qui lui imposent d'évaluer lucidement les conditions du combat à mener contre la droite. La première constatation que fait apparaître l'élection de Haute-Garonne et, à un moindre degré puisqu'il est le reflet d'élections passées, le scrutin sénatorial est que, six mois après le 16 mars et quelles que soient les déceptions engendrées par la politique du gouvernement Chirac, l'opinion ne s'est pas encore retournée en faveur de la gauche. Une grande partie de ceux qui avaient donné leurs suffrages à celle-ci en 1981 continuent à bouder et à se réfugier dans l'abstention.

Il y a à cette attitude des explications soit « structurelles » soit plus conjoncturelles que Lionel Jospin a fort bien analysées dans son intervention de Mâcon ; nous ne sommes pas dans une période historique favorable. Le chômage, la remontée de la xénophobie, aggravée par le développement de la psychologie sécuritaire, créent une situation en certains points comparable à celle des années trente et qui bénéficie à la droite. Même lorsque celle-ci se montre impuissante à lutter efficacement contre le terrorisme cette impuissance n'est pas portée à son débit comme elle le serait à celui de la gauche.

En outre, la coexistence institutionnelle dans laquelle la France vit depuis six mois constitue, au moins dans les esprits, un frein à des prises de position plus tranchées et donc plus mobilisatrices.

Faut-il pour autant souhaiter la fin rapide de ladite coexistence ? Lionel Jospin, fort de l'expérience qu'il vient de vivre, a justement souligné que sa rupture immédiate ne créerait pas un rapport de forces favorable à la gauche alors qu'avec une certaine durée, nos chances seraient plus grandes de renverser la situation. Mais cela ne doit entraîner de la part des socialistes aucune timidité à l'égard du gouvernement. Par exemple, à propos du terrorisme, si le P.s. a raison d'en appeler à la solidarité nationale — ce que ne faisait pas la droite quand elle était dans l'opposition — il doit être clair qu'il n'est en rien coresponsable de la politique de Jacques Chirac. Politique qui apparaît d'ailleurs de plus en plus incohérente — ce qui est maintenant ressenti au sein de la majorité elle-même — lorsqu'on met en parallèle les déclarations des différents ministres. Par exemple, lorsque l'un d'entre eux, et non des moindres, évoque à propos des récents attentats la responsabilité de la Syrie que le Premier ministre pour sa part s'efforce de dédouaner.



De même, en ce qui concerne le découpage électoral qui demeure profondément scandaleux. Que le président de la République signe ou non le projet d'ordonnance — Lionel Jospin a exprimé le souhait qu'il ne signe pas — le Parti socialiste doit continuer à se battre avec la plus grande fermeté. Et pareillement sur le budget et les différents projets de loi « destructeurs » qui occuperont la session parlementaire qui s'ouvre.

Lucidité dans l'analyse, fermeté dans les positions, ouverture dans le langage, telles sont bien les conditions d'une action efficace sur laquelle s'accordent tous les socialistes. Il est heureux que les journées de Mâcon aient fourni l'occasion de le démontrer.

Un troc contre un sommet

RONALD Reagan et Mikhaïl Gorbatchev vont donc se rencontrer la semaine prochaine en Islande. C'est en soi une bonne nouvelle même si, de part et d'autre, on prend beaucoup de précautions pour expliquer que ce ne sera pas un vrai sommet et qu'il faudra attendre encore pour que les chefs des deux superpuissances se rencontrent comme prévu aux Etats-Unis. Peut-on espérer que ces entretiens, en quelque sorte préparatoires, fassent vraiment avancer les problèmes en suspens notamment ceux du désarmement sur lesquels aucun progrès réel n'a été accompli à Genève ? Sans se faire trop d'illusions, on peut cependant constater que les deux Grands se sont fait des concessions mutuelles pour permettre la rencontre de Reykjavik. Il ne s'agit pas seulement du « troc » entre le journaliste américain Daniloff et un haut fonctionnaire soviétique accusé d'espionnage puisque l'on annonce à Moscou la prochaine libération de plusieurs « dissidents » dont l'un des plus célèbres, le physicien Youri Orlov. Affaire à suivre avec le plus vif intérêt.

SENAT : LE R.P.R. FAIT UN CARTON

PAR ANTOINE VIOLET

Nette poussée R.p.r., stagnation de l'U.d.f., perte limitée du P.s. et recul sévère du P.c., la Haute Assemblée est plus que jamais dominée par la droite.

LES élections sénatoriales ne sont pas de celles dont on peut attendre une surprise. Reflétant, au second degré, les élections municipales et cantonales des années précédentes, les résultats, à peu de choses près, sont connus d'avance. Cela a bien été le cas dimanche pour le renouvellement de la série C qui a vu, comme prévu, une nette poussée du R.p.r., une stagnation de l'U.d.f., une perte limitée du Parti socialiste et un recul sévère du Parti communiste.

Au-delà de ces caractéristiques générales qui aboutissent encore à accroître le poids de la droite dans la Haute-Assemblée – 90 sénateurs de gauche contre 229 se réclamant de la majorité gouvernementale – quelques observations particulières doivent être faites.

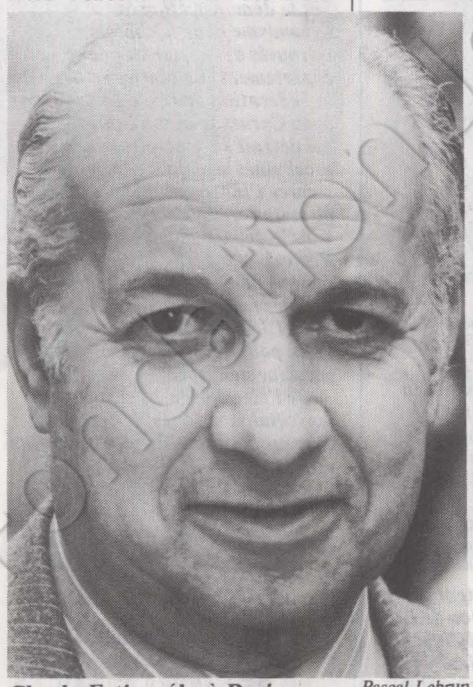
Le R.p.r., qui a eu longtemps des effectifs relativement faibles au Sénat, encaisse les dividendes de l'implantation qu'il a réussi depuis 1977 dans les municipalités et les conseils généraux. C'est vrai particulièrement à Paris (où il a désormais huit élus sur douze) et dans la région parisienne (un siège gagné en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise, dans les Hauts-de-Seine, dans l'Essonne, trois dans les Yvelines) ainsi que dans des départements dont le parti de Jacques Chirac était absent, tels que la Saône-et-Loire, la Savoie, le Var, le Vaucluse, où il bénéficie du recul socialiste.

Face à cette forte progression de son grand allié, l'U.d.f. n'a guère de sujets de satisfaction à tirer des élections de dimanche. Certes, ses effectifs sénatoriaux restent les plus nombreux, mais répartis en trois groupes, ce qui laisse désormais la première place au groupe du R.p.r. Giscardiens et centristes ont connu un certain nombre de déboires dont l'échec de Michel Poniatowski dans le Val-d'Oise n'est pas le moindre. Ils ont offert, une fois de plus, le spectacle de leurs divisions, la plus spectaculaire se situant dans l'Essonne où la présence de quatre listes de droite a permis l'élection, un peu inattendue, d'un deuxième socialiste. En dépit des déclarations triomphalistes des leaders de l'U.d.f., dimanche soir et lundi, la lente érosion de cette formation hybride se poursuit et la place en position de plus en plus précaire face au parti dominant de la majorité.

Le Parti communiste réussit, quant à lui, à maintenir de justesse l'effectif de 15 membres nécessaire pour la constitution d'un groupe au Sénat. Sa perte de neuf sièges est la conséquence inéluctable de son recul des municipales, principalement à Paris (où il perd ses deux sièges et n'a plus aucun parlementaire) et dans la région parisienne (un siège perdu en Seine-Saint-Denis, dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, l'Essonne, deux dans les Yvelines). En province, il garde un siège en Seine-Maritime mais il se trouve évincé du Rhône. Les porte-parole du P.c.f. se sont évertués, dimanche soir, à expliquer qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau recul mais seulement de la conséquence arithmétique du précédent. Le piètre résultat de la liste de René Piquet à Toulouse semble pourtant montrer que l'érosion communiste n'est pas stoppée.

Quant au Parti socialiste, il n'a pas de raison particulière de se montrer euphorique à la suite du scrutin de dimanche, si ce n'est qu'il a réussi à limiter les pertes qu'on lui prédisait grâce au gain de cinq sièges : plus un dans l'Essonne, dans les Yvelines, dans le Rhône, en Martinique et dans le collège des Français de l'étranger. Il perd, comme prévu, un siège à Paris, où Claude Estier est seul élu avec cependant quatorze voix de plus que le total des grands électeurs socialistes et un en Seine-Saint-Denis où la réélection de Claude Fuzier a été manquée à quelques voix. Ces deux pertes sont compensées pour la région Ile-de-France par les sièges gagnés dans l'Essonne où sont élus Jean-Luc Mélenchon et Paul Loridant, et dans les Yvelines (Jacques Bellanger), tandis que sont réélus Robert Pontillon dans les Hauts-de-Seine, Marcel Debarge en Seine-Saint-Denis, Jacques

(suite en page 6)



Claude Estier, élu à Paris. Pascal Lebrun



Viva

Michel Poniatowski battu dans le Val-d'Oise.

SÉNAT

Jean COLIN
Sénateur de l'Essonne

République Française

Paris, le 30 septembre 1986

Lettre ouverte à François LEOTARD

Monsieur le Ministre,

Je suis dans la triste obligation de vous retourner en les refusant, les aimables félicitations que vous avez cru nécessaire de m'adresser après ma réélection au Sénat.

Vous avez en effet aidé, dans des conditions scandaleuses, M. NEVERS qui, se recommandant constamment de vous avec une liste dissidente, m'a couvert d'injures à quelques jours du scrutin. Le démenti que je vous ai instamment demandé, je l'attends encore.

Treize voix nous ont manqué dimanche pour arracher leur deuxième siège aux socialistes : ces treize voix, c'est votre silence complice qui nous les a fait perdre.

J'apprécie donc, à leur juste valeur, vos commentaires dans l'article consacré par le Monde du 30 septembre à M. POHER.

Vous opposez l'union bénéfique dans le Var au désordre funeste en région parisienne. Vous parlez de trahison. Pour l'Essonne, je tiens à proclamer que le premier des traîtres, ce fut vous.

Je ne saurais laisser, dès lors, subsister sans réagir, l'image glorieuse de paladin de l'Union dont vous vous parez.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations.

Jean COLIN
Chef de file d'"Essonne Majorité"
Liste patronnée par Jacques CHIRAC et sabotée par un Ministre de Jacques CHIRAC

Monsieur François LEOTARD
Ministre de la Culture
et de la Communication
3 rue de Valois
75042 PARIS

L'U.d.f. a décidément bien du mal à vivre avec elle-même. Cette lettre de Jean Colin montre dans quelle estime François Léotard est tenu par ses « amis » politiques.

(suite de la page 5)

Carat dans le Val-de-Marne et Louis Perrein dans le Val-d'Oise.

Plus préoccupants sont les échecs subis dans le Var et dans le Vaucluse, départements où existait naguère une forte implantation socialiste et qui ne comptent plus désormais un seul sénateur P.s., ce qui est également le cas de la Saône-et-Loire, de la Savoie et du Tarn. Dans ce dernier département, comme d'ailleurs dans le Vaucluse, le candidat socialiste, dans les deux cas président du Conseil général, aurait dû être élu au second tour mais a été victime d'un mauvais report de voix des grands électeurs communistes.

Avec 64 élus (au lieu de 69 précédemment) le groupe socialiste, qui retrouve également en son sein les anciens ministres Roger Quilliot et Raymond Courrière, reste le troisième du Sénat avec les moyens de mener dès cette rentrée du 2 octobre, en liaison avec le groupe de l'Assemblée nationale qui vient lui-même de fixer ses objectifs au cours des journées de Mâcon, le combat de l'opposition au Palais du Luxembourg. ●

Les dix-sept socialistes élus ou réélus

Rhône : Franck Sérusclat (réélu)
Roland Bernard (élu)
Seine-Maritime : Tony Larue (réélu)
Haute-Vienne : Louis Longequeue (réélu)
Robert Laucournet (réélu)
Paris : Claude Estier (élu)
Yvelines : Jacques Bellanger (élu)
Essonne : Jean-Luc Mélenchon (élu)
Paul Loridant (élu)
Hauts-de-Seine : Robert Pontillon (réélu)
Seine-Saint-Denis : Marcel Debarge (réélu)
Val-de-Marne : Jacques Carat (réélu)
Val-d'Oise : Louis Perrein (réélu)
Guadeloupe : François Louisy (élu)
Martinique : Rodolphe Désiré (app.) (élu)
Saint-Pierre-et-Miquelon : Albert Pen (élu)
Français de l'étranger : Guy Penne (élu).

HAUTE-GARONNE: PARI TENU

« L'effet Jospin » a bien permis de compenser les méfaits de l'ordre dispersé dans lequel s'est présentée la gauche. Reste que Toulouse n'est pas la ville rose qu'elle prétend... Heureusement que Jospin et la gauche non communiste valent 40 % en Haute-Garonne. Un beau chiffre bien rond pour s'implanter durablement.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

CONTRAT rempli pour Lionel Jospin : quatre députés socialistes de Haute-Garonne siégeront à nouveau au Palais-Bourbon. C'était le principal objectif visé par le Premier secrétaire du P.S. lorsqu'il s'est lancé dans cette législative partielle ; il est atteint. Aux côtés de Lionel Jospin, Gérard Bapt, Jacques Roger-Machart et Pierre Ortet retrouveront leur place à l'Assemblée nationale. Un résultat d'autant plus méritoire qu'il a été acquis en dépit de la présence des listes concurrentes d'Henri de Lassus (M.r.g.) et de Gérard Houteer (dissident socialiste). Celles-ci, en totalisant 2,5 % des voix ont privé l'équipe Jospin de suffrages qui, traditionnellement, se portent sur les socialistes. Cette division de la gauche non communiste explique le très léger recul du P.S. qui, avec 37,40 %, perd 0,5 % par rapport au score obtenu, le 16 mars, pour la liste d'union P.S.-M.r.g. Il faut cependant souligner que si les deux petites listes de gauche avaient été présentes le 16 mars et avaient obtenu le même résultat, la liste socialiste, avec moins de 36 %, n'aurait sans doute obtenu que trois sièges.

« L'effet Jospin » a donc permis de compenser les méfaits de l'ordre dispersé dans lequel s'est présentée la gauche face au corps électoral. « S'il y avait eu une autre tête de liste, jamais nous ne serions parvenus à faire réélire quatre députés », affirment de nombreux socialistes de Haute-Garonne.

Ce bon résultat leur ouvre désormais des perspectives sur le plan local. Irréprochable, la campagne électorale de Jospin a fait la démonstration du dynamisme et de la cohésion retrouvés des socialistes de ce département. La reprise en main de la Fédération, après le 16 mars, par Jean Carassou et son équipe — et qui devrait se poursuivre dans les prochaines semaines — a déjà amorcé l'indispensable processus de mutation du Parti socialiste dans le département. En fait, le P.S. est en train de se donner les moyens de maintenir la région au premier rang des fiefs socialistes. Lionel Jospin n'en sera que plus à l'aise pour approfondir son propre enracinement local.

De l'élection du 28 septembre, les socialistes de Haute-Garonne tireront des précieux enseignements qui guideront leur action future. Notamment ils auront à méditer sur le fossé politique qui se creuse entre Toulouse et le reste du département. Si le P.S. a réussi ses plus jolis scores en milieu rural, en revanche il a enregistré un résultat relativement médiocre à Toulouse (34 %), alors que Dominique Baudis confirmait qu'il dispose d'une profonde implantation et de puissants relais dans sa ville, en atteignant 49,50 %. Des chiffres qui soulignent une fois de plus les difficultés que rencontrent les socialistes pour s'imposer dans les grandes métropoles. Y compris lorsqu'ils sont conduits par une personnalité d'envergure nationale comme Lionel Jospin. C'est une



Dominique Baudis vu par DAUBÉ

LA DROITE FOUETTARDE

leçon à retenir d'autant que le retour au scrutin majoritaire s'accompagne dans ce département d'un découpage particulièrement défavorable à la gauche (la simulation publiée mercredi par « Le Matin » indique qu'avec ce découpage la droite aurait eu dimanche six sièges sur huit).

Sur le plan national, les conclusions qu'inspire cette législative sont moins favorables à la gauche. D'abord, le très fort taux d'abstention (31 %) prouve que celle-ci n'a pas réussi à faire de ce scrutin un vote sanction à l'égard du gouvernement. Traditionnellement, les partielles ne suscitent jamais une participation élevée du corps électoral, mais elles profitent dans l'ensemble à l'opposition. Ce n'est pas vraiment le cas cette fois-ci.

A Toulouse, la consultation du 28 septembre a reproduit un paysage politique figé depuis le 16 mars : la droite et le P.s. se partagent les 8 sièges de députés, le P.c. poursuit son déclin, et le Front national montre ses limites. Force est de constater que six mois de gouvernement Chirac n'ont pas suffi à retourner l'opinion en faveur des socialistes. Surtout, ces élections rappellent une réalité que la victoire de la gauche en 1981 avait fait quelque peu oublier : la France, dans son tréfonds, demeure un pays de droite.

Le Parti communiste, pour sa part, doit dresser un bilan négatif de cette partielle. La liste conduite par René Piquet tombe de 8 % à 6,33 % des voix. Soit une perte de 10 000 suffrages alors que l'électorat communiste était invité avec insistance à profiter de cette partielle à la proportionnelle pour envoyer un député au Palais-Bourbon. Un nouveau revers pour le P.c.f. qui continue à s'enfoncer dans un déclin de plus en plus irrémédiable.

Cuisant échec également pour le M.r.g. qui inaugurait sa nouvelle stratégie autonome. En obtenant 1 % des voix, Henri de Lassus fait un bide total. C'est le lamentable fiasco de la ligne Doubin qui met en lumière le véritable poids du M.r.g. sur l'échiquier politique. En Haute-Garonne, les radicaux de gauche ont réalisé un moins bon score que Gérard Houteer... qui était tout seul ! Tout comme le P.c., le M.r.g. devra reconsidérer sa stratégie s'il veut continuer à exister.

Dans ce contexte le P.s. continue à s'affirmer comme la seule force d'alternance à gauche. Mais l'élection de Haute-Garonne montre que l'ouverture et le rassemblement préconisés lors de la Convention du Pré-Saint-Gervais ne se sont pas encore véritablement concrétisés. Le P.s. a bien mobilisé ses troupes militantes mais n'a guère mordu sur d'autres électorats. Certes, il est parvenu à capter des voix communistes, mais en partie seulement. Beaucoup d'électeurs de gauche, et notamment du P.c., continuent à se réfugier dans l'abstention.



Lionel Jospin à Toulouse, dimanche soir.

P.S.

L'accueil des nouveaux adhérents

Le Parti socialiste organise ce samedi dans toutes ses Fédérations, une journée d'accueil des nouveaux adhérents. Depuis le 16 mars, ils sont environ 20 000 à s'être inscrits au P.s. Surtout des jeunes. Samedi, ils pourront s'informer sur le parti, dialoguer avec les cadres fédéraux et des responsables nationaux, approfondir leur formation (1).

Cette initiative se situe dans le droit fil de la Convention du Pré-Saint-Gervais qui avait préconisé l'amélioration et la modernisation des structures du P.s. Dans une lettre adressée aux nouveaux militants, Lionel Jospin affirme qu'« il dépend désormais de chaque responsable fédéral, de chaque élu, de chaque militant, d'amplifier le mouvement d'adhésion en privilégiant l'accueil et la formation de toux ceux qui nous rejoignent ». L'objectif est clair : renforcer le P.s., seul parti de l'alternance à gauche. C'est d'ailleurs sur cette base politique qu'a été enregistrée la très grande majorité des adhésions depuis six mois.

Enfin, toujours dans le cadre des décisions prises à la Convention du Pré-Saint-Gervais, le secteur Organisation et Fédération du parti, travaille à la mise en place du Bureau national des adhésions qui sera chargé de transmettre aux sections concernées les adhésions réalisées rue de Solférino. Cette structure aura également pour but d'inciter les fédérations à recruter en plus grand nombre et à améliorer les conditions d'accueil et d'insertion des nouveaux militants. Ajoutons que tous les nouveaux adhérents dont les coordonnées nous ont été transmises par les Fédérations recevront encore gratuitement ce numéro de « l'Unité ». Nous leur demandons de répondre à notre appel en souscrivant, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, un abonnement au journal.

(1) A Paris, une rencontre réservée aux nouveaux adhérents aura lieu samedi de 14 h à 18 h 30 à la Maison des Ingénieurs, 19, rue Blanche. Elle sera conclue par une intervention de Claude Estier.

Fondation Jean-Jaurès


ECOLE
POLICE
JUSTICE

LA DROITE FOUETTARDE

A cause d'une droite se confondant avec l'idéologie sécuritaire qui la fait vivre, la France régresse. On vomit l'immigré, on réclame le rétablissement de la peine de mort, on fait la chasse aux drogués, on châtie sans se soucier de prévenir, on suspecte les enfants d'être des délinquants en sursis... Bref on oublie que l'ordre moral est le premier symptôme d'une tentation totalitaire.

PAR MARTINE DUCOUSSET

TOUS coupables, tous en taule. La droite fouettarde, obnubilée par le bâton, a choisi de nous décliner une drôle de conjugaison. Je dénonce, tu réprimes, vous punissez, ils emprisonnent. La sanction comme seule solution aux maux dont souffre une société en crise, l'enfermement pour toute réponse aux interrogations de ceux qui ont bafoué la norme.

Tous coupables, tous en taule. La droite réactionnaire, qui ne s'embarrasse guère d'états d'âme, a décidé de sévir. De mettre au pas ce qui n'est pas conforme, de briser ce qui est différent. Mieux vaut détruire que prévenir, plutôt la poigne de fer que l'écoute attentive et la tolérance. D'abord c'est plus spectaculaire, et ça permet en prime de ne pas s'attaquer aux véritables problèmes. Voilà bien tout le drame : le gouvernement chiraquien, préoccupé qu'il est de caresser dans le sens du poil un bon peuple supposé épris d'autorité, pratique une politique coup de poing aussi perverse qu'inefficace. Tout dans l'effet d'annonce, tout dans la mise en place de mesures destinées à frapper les esprits, mais rien, absolument rien, qui soit de nature à apporter un commencement de solution, un embryon de remède. Incompétence notoire ? Certes. Mais aussi cynisme politicien. Le mélange des deux a de quoi effrayer.

Considérer qu'un drogué est coupable avant d'être malade, et donc lui faire tâter de la prison aussi souvent que possible, c'est criminel. C'est lui ôter — tous les médecins sont d'accord là-dessus — la moindre chance d'échapper à cet enfer qui est le sien. Prétendre, comme le fait Albin Chalandon, ministre de la Justice, que la peur de la cellule dissuadera un toxicomane de sniffer ou de se piquer est absurde. Quand on côtoie la mort journellement, on se contrefiche d'une éventuelle privation de liberté. Criminel, oui, le plan anti-drogue du gouvernement, et absurde. Mais aussi parfaitement rétrograde. Un plan d'un autre âge, d'un autre siècle. Comme la négation de l'histoire, et de l'évolution des sociétés.

La droite fouettarde n'a pas compris que ça avait bougé dans les têtes, et qu'on ne pouvait plus raisonner en 1986 de la même façon qu'en 1886. Quand Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'Enseignement, part en bataille contre la violence à l'école, c'est à se pincer pour y croire. La dame n'a rien trouvé de mieux, afin d'empêcher les élèves de faire des bêtises, que de réorganiser les emplois du temps afin d'éviter les heures de battement propices à tous les débordements.

C'est insensé. Les lycées crèvent de classes trop nombreuses, d'enseignants débordés, les enfants sont paumés parce qu'ils n'aiment pas la sauce à laquelle ils sont mangés et qu'ils craignent les mauvaises surprises que leur réserve l'avenir. Et alors, répond Michèle Alliot-Marie. Encadrons-les, surveillons-les. Le reste n'est qu'anecdote. Les drogués crient leur souffrance et leur mal de vivre à travers le poison qu'ils s'injectent et qui les bousille. Et alors, rétorque Albin Chalandon. Punissons-les, enfermons-les. Le reste n'est qu'insupportable laxisme.

C'est aberrant. Des années d'effort et de réflexion réduites à néant, le progrès condamné sans autre forme de procès. La France régresse. On vomit les immigrés, on remet sur le tapis le débat sur la peine de mort, on fait la chasse aux drogués, on châtie la délinquance sans se soucier une seconde d'une possible prévention. La France régresse. A cause d'une droite se confondant avec l'idéologie sécuritaire qui la fait vivre, et soucieuse de revenir à cet ordre moral dont elle est nostalgique. Le grand méchant loup montre les dents. Et ce n'est, malheureusement, pas un conte de fées.



Gamma

Conférence de presse d'Albin Chalandon entouré de Guy Fougier, Michèle Barzach et Michèle Alliot-Marie.

Gilbert Bonnemaison : "On nous prépare des révoltés et des récidivistes par milliers"

PAR JEAN LIBERMAN

Coup bas au Conseil national de prévention de la délinquance : la droite veut en faire un instrument du pouvoir. Celui qui fut l'âme de cet organisme créé en 1983, Gilbert Bonnemaison répond.

« QUAND j'entends parler de prévention je sors mon révolver », serait-elle devenue la devise officielle ? Nouvelle victime prestigieuse, en tout cas, du sectarisme aveugle de ce gouvernement, pour qui sécurité ne saurait rimer qu'avec répression et enfermement : le Conseil national de prévention de la délinquance.

Aux termes d'un décret récent, cet organisme original et efficace, animé depuis sa naissance, en 1983, par le député-maire socialiste d'Epinay, Gilbert Bonnemaison, et qui était parvenu, avec ses 400 conseils communaux de toutes tendances, à faire décliner les chiffres toujours croissants de la délinquance, ne sera-t-il désormais qu'un instrument du pouvoir ?

C'est en effet son esprit même, faisant de la prévention l'affaire de tous, quelles que soient les idéologies, qui est précisément atteint. Et pas seulement par le remplacement d'autorité à sa direction de Gilbert Bonnemaison (par un R.p.r.), mais par la substitution, au Conseil national, de dix grandes villes de gauche par des cités de droite, dont Paris et Lyon – celles-ci dépourvues jusqu'ici de tout conseil communal de prévention – et l'introduction au Conseil de « personnalités qualifiées »... à la dévotion de Chirac. Ainsi de la bien connue Solange Troisier, ex-médecin des prisons, (mal) blanchie de l'affaire des « grâces médicales » ou d'Alain Legoux, conseiller du maire de Paris. On peut compter sur leur relais pour une prévention « musclée ».

Triste coup bas auquel répond, ici, celui qui a été jusqu'au bout l'âme du Conseil de prévention et qui continue d'ailleurs d'y être présent : Gilbert Bonnemaison, aujourd'hui, de plus, délégué national du P.S. aux questions de sécurité.

« L'UNITE » : Comment réagissez-vous à ce décret qui tend à dénaturer l'action du Conseil national de prévention de la délinquance ?

GILBERT BONNEMAISON : C'est d'abord un décret décevant par la mesquinerie dont il fait montre. Exemple : au travers de multiples évictions, tout à fait injustifiées, le Premier ministre exclut la ville de Lille du Conseil national, alors que l'ex-Premier ministre, maire de Lille, fondateur de ce Conseil y avait inscrit parmi ses membres le maire de Paris... Mais que bien d'autres villes, comme Villeurbanne ou Besançon, qui ont accompli un travail important, incontestable, soient exclues, c'est inadmissible. A croire que ce sont les efforts qu'on a voulu exclure !

Cela m'a conduit à écrire à Jacques Chirac une lettre où je m'étonne de ces évictions et lui rappelle que depuis trois ans j'ai fait la démonstration que le Conseil national pouvait, et devait, fonctionner en dépassant les clivages. A aucun moment d'ailleurs des votes ne sont intervenus à l'issue de nos débats mais des synthèses, aplanissant les difficultés survenues. Il m'est même arrivé dans la discussion de défendre des maires de l'opposition.

L'exclusion pratiquée aujourd'hui ne se justifiant pas, j'ai proposé au Premier ministre de porter de 80 à 100 le nombre des membres du Conseil national, ce qui permettrait, sans altérer la qualité de son fonctionnement, d'établir un équilibre qui pousserait tous les Français dans la période d'insécurité que nous vivons, à resserrer un peu les coudes. Si telle est, comme il le prétend, la volonté du gouvernement, je l'apprécierai à la réponse.



– Rappelez-nous brièvement ce qu'il faut retenir de l'œuvre du Conseil de prévention ?

– D'abord, comme je vous le disais, nous avons démontré depuis quatre ans, la nécessité, en

CONSEIL COMMUNAL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE
BUREAU D'INFORMATION JURIDIQUE ET D'AIDE AUX VICTIMES

Pascal Lebrun



matière de sécurité de surmonter les clivages. Que la sécurité c'était l'affaire de tous, qu'en ce domaine « on traite ou on exploite » — formule souvent reprise depuis.

Nous avons démontré que le traitement de l'insécurité n'était pas non plus affaire de remèdes miracles, de rodomontades, de déclarations tapageuses... Cela relève d'un travail intelligent, déterminé, non pas individuel mais collectif, réunissant tous ceux qui ont responsabilité et possibilité d'agir, en sachant justement surmonter les clivages divers — politiques, professionnels, corporatifs — de gens aux fonctions différentes. On peut dire que, sur les 400 conseils communaux constitués, un bon tiers y sont parvenus.

Leur travail a eu des résultats évidents qui ont entraîné des baisses de la délinquance des plus significatives. Ainsi, à Epinay, l'évolution des principaux faits de la délinquance, enregistrés sur ordinateur, depuis trois ans, indique des baisses allant jusqu'à 50 %... Et ceci sans avoir recouru à l'enfermement systéque ou à la chasse aux jeunes, sans application de ces promiscuités néfastes génératrices de nouvelles criminalités, mais au contraire en nous employant à insérer nos jeunes en difficulté dans la société. Ceci en organisant des actions de prévention, conjuguées avec des actions — intelligentes — de sanctions, ainsi que des initiatives diverses de protection des biens. Pour nous, prévention et répression sont toujours complémentaires, imbriquées certes mais non antagonistes.

Nous avons ainsi produit quantité de « non-victimes » ; ce qui nous a coûté de l'argent sans doute mais infiniment moins que des constructions de prison en série — la recette, semble-t-il unique du pouvoir. Au bilan, cette prévention, telle qu'elle a pu s'appliquer dans des dizaines de villes, produit quatre fois plus de résultats en revenant quatre fois moins cher.

— On assiste pourtant, de la part de MM. Pasqua et Chalandon, à l'accentuation de cette politique dite « sécuritaire » et essentiellement répressive du gouvernement...

— Je crois que la politique du gouvernement est encore plus bête que sécuritaire. Et après les six mois écoulés, les Français peuvent hélas déjà faire le constat de l'inanité du slogan : « Avec la droite c'est plus de sécurité. »

Malheureusement le caractère étroitement doctrinaire et idéologique de cette politique — puisée dans les conciliabules de la « Nouvelle Droite » et du « Figaro-Magazine » quand elle ne vient pas du Front national ou de « Légitime Défense » — qui ne se traduit que par des réponses de répression et d'incarcération systématiques, a et aura des conséquences de plus en plus graves sur la délinquance et la criminalité. Car on sait que l'enfermement et la promiscuité qui en résulte ont au moins autant d'inconvénients que d'avantages, quelle que soit la qualité de l'encadrement. Et la privatisation de l'enfermement n'y changera rien. Plus le nombre de détenus s'agrandit et plus est grand le risque de hérarchies parallèles ; plus la promiscuité augmente et plus on acquerra tout ce qu'on n'avait pas besoin de savoir : du rôle des receleurs au vademecum du cambriolage. Ce n'est pas le rôle de la société de donner une telle formation.

La prison est indispensable pour les irréductibles et c'est pourquoi il ne fallait pas réduire la politique de prévention entreprise mais au contraire l'animer, la dynamiser. Afin que les succès enregistrés s'élargissent, que la prévention joue son rôle de tri et qu'on n'en vienne à la sanction uniquement vis-à-vis de ceux pour lesquels il n'y a vraiment rien d'autre à faire. En tournant le dos à cette politique, en exacerbant, au contraire, les conditions de l'incendie, on produira des révoltés, des récidivistes par milliers, une situation périlleuse à terme pour nos concitoyens.

— N'est-ce pas ce qui risque également de résulter du récent tour de vis répressif concernant les drogués ?

— La drogue est l'une de nos préoccupations et, il est vrai, que l'injonction thérapeutique, incluse dans la loi de 1970, était tombée en désuétude. Il fallait lui redonner un contenu ; mais aussi bien dans le cadre des actions nationales que locales, au niveau des écoles notamment — la gauche y a institué des enseignants-relais — des conseils communaux et départementaux, auxquels un groupe de travail se consacre. Il y avait lieu de réfléchir entre médecins, parents, policiers, élus, enseignants sur la manière de rendre la loi efficace. Il fallait le faire en développant le besoin du drogué de se faire soigner, et faire que ce besoin acquis reste infiniment plus fort que le coercitif. Là encore, le gouvernement fait exactement le contraire. Au lieu de l'expression de la détermination solidaire, exprimée avec force, il ne présente qu'un gros bâton. Quand on connaît la situation de fragilité psychologique du drogué c'est dérisoire. Je parlais de révoltés et de récidivistes, le risque est ici patent et vient de la même hérésie.

— Votre action s'est déjà traduite au niveau européen par ce premier colloque international récent sur « la violence et l'insécurité urbaine »...

— Oui, ce colloque a connu un beau succès puisque nous avons eu le double de la participation prévue. Il en résultera notamment la constitution d'une association permanente des villes et organismes qui veulent faire de la prévention ainsi que la création d'une banque de données rassemblant toutes les informations en matière d'antidélinquance.

— En tant que nouveau délégué du P.s. à la sécurité vous voici confronté aux problèmes du terrorisme...

— Je dirai seulement à ce propos que, comme la criminalité, le terrorisme demande, dans son traitement, autant de modestie que de détermination, le souci d'une action fondée sur la professionnalité et non sur des déclarations intempestives. Face à une préoccupation aussi grave des Français, moins que sur tout autre question on ne peut se permettre ici la moindre démagogie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN LIBERMAN



ECOLES OU MAISONS DE CORREC-TIONS ?...

Faire des jeunes une classe dangereuse qui doit sans cesse être surveillée pour l'empêcher de faire le Mal semble être le socle de la « pensée » de la droite en matière d'éducation. Criminelle mais heureusement dérisoire démarche...

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

MICHELE Alliot-Marie a-t-elle lu Foucault ? En tout cas, la pensée du philosophe de l'enfermement n'a visiblement pas déteint sur la sienne. Pas plus que celle des défenseurs de la cause enfantine, par exemple Françoise Dolto. Les dernières mesures annoncées par la secrétaire d'Etat en matière de protection de la jeunesse scolarisée trahissent d'abord une totale absence de réflexion approfondie. Et ce manque donne libre cours aux bons vieux réflexes conservateurs : protéger les enfants contre la drogue, la violence ou les maladies sexuellement transmissibles, revient à les protéger contre eux-mêmes : plus de surveillance (par les maîtres à l'intérieur des écoles, par la police dans les estaminets limitrophes) et moins de temps libre (chasse aux plages de temps inoccupées entre deux cours, encouragement aux activités sportives et artistiques). Le reste (renforcement des services médicaux scolaires, meilleure formation des enseignants et information des élèves) suppose des moyens dont Michèle Alliot-Marie ne dispose pas : redéploiement non encore chiffré de crédits de l'Education nationale et 25 millions sur les 250 millions du plan anti-drogue d'Albin Chalandon : ainsi se mesure l'importance de la « prévention » aux yeux de ce gouvernement.

Premier constat : les moyens mis en œuvre paraissent dérisoires (même la P.e.e.p., fédération de parents d'élèves proche de ce gouvernement, le reconnaît) en regard de la priorité sécuritaire affichée par la droite. Au point que l'effet d'annonce espéré ne réussira sans doute pas à convaincre le bon peuple de France que sa progéniture sera mieux protégée.

Seconde évidence : Michèle Alliot-Marie a encore raté une occasion de se faire reconnaître. Dès son entrée au gouvernement, elle commet une erreur en donnant au « Monde » une interview où elle se présente comme le « ministre-bis » de l'Education nationale. Elle venait de gagner une bataille de locaux en s'installant au troisième étage de la rue de Bellechasse, au-dessus de la tête de René Monory et se croyait sans doute couverte par Chirac puisque chargée d'assurer, avec Nicole Cathala et Alain Devaquet, l'encadrement R.p.r. du centriste ministre en titre. Las, le vieux singe de la Vienne, à qui on n'apprend pas à faire la grimace, renvoie la charmante à ses chères études en lui confiant

des dossiers « brûlants » comme la déconcentration administrative (tout à fait dans ses cordes de juriste) ou la lutte contre l'insécurité à l'école, un sujet dont elle avoue ne pas savoir grand-chose en demandant à des journalistes de la briffer.

Que n'a-t-elle reconnu son incompétence plus longtemps ? Entraînée dans le sillage de Chalandon, a-t-elle été poussée à parler malgré l'impréparation de ses dossiers ? Ou bien a-t-elle estimé avoir accompli sa tâche ? Dans un cas comme dans l'autre, elle accuse par ce faux pas un manque de surface politique qui ne sied guère à son ambition affichée.

Comme son ami Chirac, elle se contente vraisemblablement de suivre le cours des événements. Ceux qui la connaissent s'étonnent de son absence de préparation idéologique qui confine à l'inculture et à l'irréalisme. Ses choix fondamentaux se limitent à l'expression B.c.b.g. du conservatisme en vigueur chez les bourgeois de province : élitisme (séparons le bon grain de l'ivraie, les bons élèves d'un côté, les brebis galeuses de l'autre) et hiérarchie (conçue, selon la mode libérale de l'époque, comme le meilleur outil de responsabilisation !). Pour le reste, gageons qu'elle suit la politique de la balle de ping-pong sur un jet d'eau.

Sans doute même serait-elle étonnée d'apprendre quelle philosophie se cache derrière les fades mesures annoncées la semaine dernière et accuserait-elle de mauvais esprit ceux qui y retrouvent la marque d'une pensée autoritariste. Plutôt que d'aider les enfants à devenir plus autonomes et à se défendre eux-mêmes contre la violence dont la société les abreuve, on préfère les encadrer, les surveiller, les dénoncer au besoin, pour leur bien, évidemment. Plutôt que d'encourager les relations entre enseignants et parents, on préfère stigmatiser ceux qui ne s'occupent pas assez des enfants. Plutôt que de travailler sur le quartier avec des animateurs et des travailleurs sociaux dont c'est le métier, on préfère appeler la police. Plutôt que de rétablir la confiance, ce qui demande beaucoup de temps, pour écouter, regarder, comprendre et répondre aux demandes de dialogue, on préfère fermer les grilles des écoles.

Certains établissements, comme le collège des Minguettes où le travail du directeur a permis, en quelques années, de transformer un établissement fui et détesté par ses élèves en refuge contre la violence extérieure, apportent chaque jour la preuve qu'une autre vision des choses est possible, qu'elle est même la seule qui soit véritablement efficace.

Prendre en compte leurs témoignages serait, hélas, aller à contre-courant de l'idée la plus communément admise aujourd'hui, qui voit dans les jeunes une classe dangereuse. Reconnaître le danger qui les menace conduirait les adultes à en endosser la responsabilité et à s'attaquer aux racines du mal. Mais il est tellement plus simple, en guise de contre-feu, de chercher à encadrer les enfants, à occuper au maximum leur emploi du temps, surtout ne pas leur laisser le loisir de souffler – de penser au Mal, aurait-on dit autrefois – ne pas leur reconnaître de droit à ne rien faire ni à être seul...

En elles-mêmes, les mesures d'Alliot-Marie peuvent prêter à sourire, puisqu'elles ont peu de chances d'être effectivement appliquées. Ce qui est grave, c'est qu'elles laissent croire aux parents angoissés qu'un encadrement musclé suffirait à résoudre les problèmes des jeunes et que l'Etat pourrait prendre en charge la maîtrise de la situation.

Au lieu d'aider à comprendre, au lieu de chercher à combler les fossés qui séparent les générations et les jeunes entre eux, cette politique qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez risque d'amplifier les oppositions, de conforter les malentendus et de pousser à la révolte les laissés-pour-compte.

La naïveté en politique s'accorde volontiers avec l'habitude de prendre les autres pour des imbéciles. Michèle Alliot-Marie ne déroge pas à la règle. Plutôt que de voir en elle l'idéologue ès-éducation du R.p.r., plutôt que de lui prêter de machiavéliques desseins, il est plus vraisemblable de tabler sur une bonne dose d'inconscience, alliée à l'obéissance de celle qui sait pourquoi elle est là – jeter de la poudre aux yeux et continuer ainsi à exercer un pouvoir – et ne s'interroge pas sur les conséquences de ses décisions.

Ils ne savent pas ce qu'ils font et d'ailleurs ils s'en foutent. C'est pourquoi il ne leur sera pas pardonné. ●

La pionne de Chirac


Gamma

MICHELE Alliot-Marie est un curieux personnage. On dit d'elle en différents milieux que ses dents sont longues à rayer les planchers, ce qui n'arrange pas son image de marque dans un pays où l'ambition politique, surtout chez une femme, est plutôt mal perçue.

Hautaine, cassante, avec son look de bourgeoise, ses velléités autoritaires – elle exige qu'une voiture de la Préfecture l'attende à sa descente d'avion quand elle descend en week-end dans sa circonscription des Pyrénées-Atlantiques – elle n'a pas le don de s'attirer les sympathies, même si ses adversaires les plus lucides acceptent de voir dans son attitude et sa causticité les marques d'une réelle timidité. Elle dit volontiers préférer les jeans et les queues de cheval mais dessine elle-même ses tailleurs et ses bijoux.

Son itinéraire est avant tout marqué par quelques hommes d'âge mûr. Son père, maire de Biarritz, qui l'impose comme suppléante à son siège de député. Un mari, professeur de droit, avec qui elle se fâche rapidement. Et Edgar Faure, dans le cabinet de qui elle fait ses premiers pas politiques. Viendra ensuite Alice Saulnier-Seïté, de sinistre mémoire dans les Universités.

La conversion de Michèle-Alliot-Marie au gaullisme ne date que de 1981, et Chirac, emballé par sa combativité, la pousse à prendre des responsabilités. Ainsi a-t-elle concocté le programme de la droite en matière d'éducation et s'est-elle retrouvée propulsée à l'avant de la scène. Elle avoue pourtant plus de goût pour le pouvoir exercé dans l'ombre. Ah, si Chirac était président de la République...

Encore faudrait-il qu'elle ait les moyens de ses ambitions. Mais cette femme de 39 ans, trop lisse, trop poupée bien sage aux ongles impeccablement peints (même si son enfance fut celle d'un garçon manqué), trop visiblement soucieuse de l'image que les autres ont d'elle, manque de consistance et de maturité. A force de chercher d'où vient le vent avant de prendre une décision, à force de se contenter de caresser son électorat de la droite dans le sens du poil sans chercher à approfondir les dossiers, à force de coller à son image, on perd toute chance de retrouver son identité. Et, sans identité authentique, pas de vraie carrière politique.

F. DE G.

DROGUE : MIEUX VAUT PUNIR QUE GUERIR

La répression avec les toxicomanes ÇA NE MARCHE PAS ! Albin Chalandon ne peut donc pas ignorer que la politique « novatrice » qu'il préconise n'a rien à voir avec la toxicomanie, encore moins avec la thérapeutique ou la prévention mais beaucoup avec la démagogie la plus basse.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

A-HU-RI-SSANT. Les mesures annoncées par Albin Chalandon pour prétendument lutter contre la toxicomanie laissent sans voix. La prison « spécialisée », le traitement de force pour les drogués, on se croirait revenu au siècle dernier au temps de la camisole pour les « fous », au temps de l'enfermement des « déviants ». Pourquoi pas les travaux forcés ? A quand une loi, style loi de 1938, autorisant le placement « volontaire » des toxicomanes sur simple demande de familles promptes à se décharger du honteux fardeau ? Pourquoi pas en effet enterrer le problème en masquant les symptômes, étouffer la plainte en bâillonnant le cri, avec pour horizon une France nettoyée de tous ses marginaux, une France « propre », enfin débarrassée de tous ses « éclopés du cœur » qu'elle ne veut pas regarder en face ? Avec tous les dangers de voir se pointer un ordre moral.

Quinze ans d'une politique relativement homogène et d'un patient travail thérapeutique qui inspirent plus d'un pays ami – à commencer par les pays latins (les centres français reçoivent des stagiaires de tous les pays, y compris des USA et des pays de l'Est) – quinze ans d'efforts rayés à coups d'esbrouffe publicitaire, raillés à grands coups de gueule velléitaires, l'ensemble des intervenants en toxicomanie en sont écœurés, à l'exception des quelques bénéficiaires d'une « politique » dont on ne sait si elle a été concoctée dans l'incompétence ou dictée par le cynisme. Car enfin, M. Chalandon ne peut pas ne pas savoir que la politique « novatrice » qu'il préconise n'a rien à voir avec la toxicomanie, encore moins avec la thérapie ou la prévention. Ou du moins, il devrait le savoir s'il s'était entouré de l'avis de ceux qui, depuis quinze ans, consacrent le plus clair de leur temps et toute leur énergie à soigner les toxicomanes : la répression avec les toxicomanes, ça ne marche pas ; « la peur n'est pas dissuasive pour quelqu'un de désespéré ».

Mais ces avis, le Garde des Sceaux ne les a pas sollicités, il leur préfère ceux de gens qui, comme son conseiller en toxicomanie – un gérontologue – n'ont jamais vu un toxico de près ou de loin. Mieux, il jette l'opprobe sur les professionnels en laissant croire qu'aucun résultat n'a été obtenu jusqu'à ce jour, il jette sur eux la suspicion en affublant ou en laissant affubler les spécialistes de guillemets ironiques. Et pourquoi, d'ailleurs, le Garde des Sceaux, se serait-il encombré d'avis autorisés puisqu'il se livre à une opération politique, comme le laissent soupçonner des mesures trop volontaristes pour être honnêtes, mais que rien, rien de sérieux, n'étaye, ni les chiffres hautement fantaisistes du ministère, ni l'économie interne du dispositif.

Quelle cabale ?

Où donc le Garde des Sceaux puise-t-il le chiffre de 800 000 toxicomanes en France *(voir encadré ci-dessous)* ? Nous le mettons au défi de justifier ses estimations. Et si ce chiffre était exact (ce qui est loin, très loin d'être prouvé), force serait de constater que, dans la logique chalandonesque de la cure par l'enfermement et du traitement forcé, ces quelques 4 600 places d'accueil seraient alors bien dérisoires face à l'ampleur de la tâche « curative ». S'agit-il de grossir le problème – que nous ne nions pas – pour susciter l'adhésion à des mesures qui devraient faire frémir – et tout citoyen et toute famille de drogué.

Passe encore que le ministre de la Justice, qui a en principe la charge de faire respecter les lois, qualifie de « cabale » les conclusions que l'on peut tirer à propos du « Patriarche » d'un rapport remis par un haut fonctionnaire et établissant clairement des irrégularités administratives et financières dans la marche de ladite association. Plus grave cette obstination aveugle à privilégier une institution dont le même rapport conteste les méthodes thérapeutiques. Mais le Garde des Sceaux se soucie comme d'une guigne de la santé des toxicomanes. Toutes les équipes soignantes – de « l'Espace Murger » à « Marmottan » en passant par « le Trait d'union » et les nombreuses équipes de province – sont pour une fois unanimes : « l'interdit avec les toxicomanes est sans effet, au moins en un premier temps ». « Un voyou trouve normal d'aller en prison. C'est la règle du jeu. Les toxicomanes

800 000 toxicomanes en France : des chalandonnades bêtes à faire peur

Qu'est-ce qui permet au garde des Sceaux d'estimer le nombre des toxicomanes en France à 800 000 ? Rien. Absolument rien. Ni les saisies de drogue qui ne reflètent, au mieux, que l'activité de la police. Ni le nombre de toxicomanes en prison… tous ne sombrent pas dans la délinquance. Ni le nombre de patients dans les centres de cure, d'accueil ou de prévention : beaucoup de toxicomanes fréquentent plusieurs établissements et d'autres n'y mettent jamais les pieds. Même l'Inserm qui, en 1981, s'est lancé dans une recherche épidémiologique s'est cassé les dents sur la question.

« On ne connaît pas le nombre de toxicos en France », affirme un chercheur. Et quand bien même les aurions-nous recensés que cela serait de peu d'utilité. Il faudrait affiner les chiffres… distinguer les usagers en fonction des produits… cerner les différents profils de toxicomanes… connaître leur profil psychologique… avoir quelques lumières sur leur prise en charge, leur suivi et leur devenir pour en tirer quelque profit pour la santé publique. Mais la santé publique, Albin Chalandon la mesure en places pénitentiaires à créer. Tous les toxicos dans le même panier, le plus loin possible de nos regards.

Est-ce à dire qu'on ne dispose d'aucuns chiffres ? Non. On dispose de ceux des centres de soins et de cure. Mais ceux-là, Alain Chalandon s'est bien gardé de mettre son nez ministériel dedans. Cela ne l'empêche pas d'affirmer que les spécialistes n'obtiennent pas de résultats, sous-entendant même que les centres n'enrayent pas la montée du fléau. Comme si on reprochait aux cancérologues d'être la cause de l'augmentation des cancers en France !

Nous avons donc consulté les statistiques du « Trait d'Union », histoire d'éviter au ministre de dire n'importe quoi à l'avenir. Le « Trait d'Union », lui, a l'honnêteté d'écarter de son bilan 1985 les patients « perdus de vue ».

Or, s'il n'y a aucune raison de penser qu'ils se portent mieux, il n'y en a pas davantage pour penser qu'ils se portent plus mal. Sur

Sipa-presse



488 toxicos ayant séjourné plus de 24 heures en pavillons thérapeutiques, 33 % peuvent être considérés comme guéris, 49 % n'ont pas donné de leurs nouvelles. Pour 14 %, le pronostic reste mauvais, 4 % sont décédés. Un tiers de guérisons récentes ou confirmées, ce n'est pas « RIEN ». Si l'on excepte les patients derrière lesquels le « Trait d'Union » n'a pas couru pour connaître leur devenir (c'est aussi cela l'anonymat), les pourcentages se distribuent comme suit : 19 % de réussite confirmée, 45 % de réussite récente, 28 % de mauvais pronostics, 8 % de décès. Deux tiers de réussite... attendons que Chalandon dise mieux.

Enfin on peut estimer qu'il y a une modification dans l'usage des drogues : les toxicos « commencent » de plus en plus jeunes, le phénomène s'étend aux petites villes, l'héroïne est le produit le plus utilisé. Ce tableau est suffisamment sombre pour qu'on n'en rajoute pas !

P.-Y.P.

sont les seuls qui, en prison, ne reconnaissent pas la justice, qui ne reconnaissent pas le pouvoir de la loi. Ils vont s'ériger en victimes ; on en fera des victimes à vie », commente un assistant du Dr Olivenstein. Mieux, l'interdit incite à franchir le pas, c'est même l'un des plus sérieux arguments qui milite en faveur de la dépénalisation du haschich afin de maintenir la barre le plus bas possible pour limiter la casse. On se pique à l'héro comme on flirte avec la mort.

« Les drogués se moquent de la prison, de la folie, du Sida », assure le Dr Curtet. Le seul résultat tangible de cette épée de Damoclès sera d'éloigner encore un peu plus des centres de soin les toxicomanes déjà si difficiles à mettre en confiance, si difficiles « à percer » et avec qui le dialogue est essentiel. Déjà les médecins ont été saisis des craintes de leurs patients de les voir se transformer en « bras séculier » de la politique répressive. « Depuis l'annonce de ces mesures, assure un médecin de « l'espace Murger » qui souhaite garder l'anonymat, le comportement de certains patients – surtout les plus récents – s'est modifié. »

Secret médical volé

Et que dire du traitement de force, avec ou sans prison ? Voilà qui aurait dû faire bondir notre ministre de la Santé, de surcroît médecin. Nous nous étions – honnêtement, mais naïvement – félicités qu'elle ne veuille pas être « le ministre de la peur » – on se disait que « cette femme est sans doute limitée, mais elle a du cœur » – et voilà qu'elle accepte sans broncher ces chalandonnades qui sont la négation même du libéralisme médical. Simone Weil, elle, ne s'y est pas trompée, en dénonçant avec force en tant qu'ancien ministre de la Santé, les mesures annoncées par le gouvernement. Curieux « colloque singulier », en effet, qu'une thérapie imposée par un tiers ! Secret, vraiment, ce secret médical volé à un individu au secret ! Merveilleux libre choix du praticien que la prison X ou la prison Y ! Anonymat garanti pour ce matricule qui – pour être malade – est d'abord un coupable.

Malade ou coupable, le toxicomane ? Pour le Garde des Sceaux, pas de problème : coupable, condamné à se guérir. C'est ce processus que dénonce



Pascal Lebrun

Dr Francis Curtet.

France-Libertés, Fondation Danielle Mitterrand : la transformation du toxicomane en coupable. Grande chance qu'avec pareille logique, l'éventuel délinquant récidive, le malade souffrant rechute. Mais on aura « fait » quelque chose contre la toxicomanie... Un concept sur lequel s'interrogent les spécialistes (sans guillemets, n'en déplaise à Alain Juppé). « D'un point de vue épistémologique, le concept de toxicomanie ne recouvre pas grand-chose. C'est un pseudo-concept scientifique », assure un praticien qui planche sur la question. Mais ces interrogations donnent visiblement le tournis au Garde des Sceaux. Il préfère agir et surtout le faire savoir... bruyamment.

LOGEMENT : LE PIRE EST A VENIR

PAR DENIS DANGAIX

Lors de la publication du plan Méhaignerie pour le logement nous parlions au printemps dernier de « bombe à retardement ». Après que ce super-ministre ait rendu son budget 87 public on peut parler de mise à feu.

PIERRE Méhaignerie semble être un ministre heureux. C'est du moins l'impression qu'il a voulu donner, la semaine passée, lors de l'exercice, toujours périlleux, de présentation du budget 1987. Heureux, car selon ses propos, il aura réussi, tout en faisant des économies, à maintenir à un niveau convenable ses lignes budgétaires. Représentant en volume 10 % du budget total de l'Etat, le « super-ministère » Méhaignerie (Equipement, Logement, Transports, Aménagement du territoire et Environnement) a une valeur d'exemple. La rigueur annoncée qui, il faut bien le dire, n'apparaît pas à première vue quand on examine les chiffres, est en vérité contenue dans la manière et la méthode du « libéral ministre ». « Déshabiller Pierre pour habiller Paul », insistance sur le pari de la relance, utilisation massive des réserves... Il ne manquait que l'appel à la confiance pour que ce curieux mélange suscite de la part des observateurs quelques commentaires désabusés.

Racler les fonds de tiroir

Déshabiller Pierre pour habiller Paul ; l'illustration évidente de cette ligne de conduite se trouve dans l'utilisation de la dotation 86 du Fonds spécial grands travaux (F.s.g.t.). Le gouvernement a abandonné les F.s.g.t., rappelons-le, considérant que la priorité au « neuf » nécessite l'abandon de tout ou partie de la revalorisation de l'ancien. Pour cela, il supprime à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie l'usage de ses crédits. Mais voilà, pour aider le bâtiment il faut de l'argent frais, ce que le ministre des Finances n'a pas eu l'air de comprendre. Résultats des courses : l'Etat ne consacrera que 2,8 milliards de francs d'autorisation de programmes pour l'aide à la pierre contre 11,6 milliards de francs en 1986. Mais comme Pierre Méhaignerie annonce le maintien du programme 1987, promesse oblige, il va bien falloir racler les fonds de tiroirs. Utilisation massive des réserves. Un seul exemple : l'absence de nouvelles tranches du Fonds spécial de grands travaux nécessite d'accroître les crédits budgétaires inscrits au projet de budget afin de maintenir les programmes. Le respect de cet objectif pour l'amélioration de l'habitat, une des priorités de ce gouvernement, à ce qu'il paraît, conduit à un quasi doublement des crédits budgétaires alloués. Leur montant passe de 971 M.f. dans la loi de Finances 1986 à 1861 M.f. dans celle de 1987. Comment Pierre Méhaignerie va-t-il financer ses programmes ? La réponse est simple : faire des économies. Exemple : la modernisation des services et les mesures pour la qualification de certaines catégories de salariés va entraîner pour 1987 une réduction de 1 194 emplois correspondant à une économie de 105,5 M.f. Exemple : les fameuses ristournes sur l'impôt sur le revenu correspondant aux travaux effectués dans le domaine des économies d'énergie sont supprimées.



Pascal Lebrun

Pierre Méhaignerie, et son ministre délégué Jacques Douffiagues.

Incomparable soit impossible à comparer

Si l'aide personnalisée au logement (A.p.l.) est maintenue pour cette année, il semble bien que le gouvernement se dirige à grands pas vers certaines modifications tragiques pour les accédants à la propriété et les locataires en H.l.m. En août dernier, déjà, et ce pour la première fois, l'A.p.l. n'a subi aucune revalorisation. Bien au contraire, le ministre faisant passer la notion de dépense minimale à charge sur le dos du locataire, ce qui a provoqué du remous dans l'ensemble des organisations de locataires. Mais en ce domaine le pire est à venir. Pierre Méhaignerie ayant annoncé la création d'un groupe d'experts chargé de proposer des révisions « allant dans le sens de l'économie ».

« Ce budget est incomparable – impossible à comparer – avec celui de l'année précédente en raison des remises en ordre budgétaire », écrivait « le Monde », le 26 septembre. Il est effectivement incomparable. Personne ne connaît, même pas Pierre Méhaignerie, les conséquences directes et indirectes à moyen et court terme qu'auront ces décisions. ●

PAR PHILIPPE MAQUAT

Nationalisées : le bradage d'Elf-Aquitaine

Que les questions de nationalisation et de privatisation ne suscitent guère d'émotion dans l'opinion publique est une chose connue. Mais de là à en profiter pour brader les biens de l'Etat il y a une marge que le gouvernement vient pourtant de franchir. Et que Michel Charzat, secrétaire national du Parti socialiste, chargé du Secteur public a immédiatement dénoncée. Avec le cas de Elf-Aquitaine, il s'agit certes d'une fausse privatisation puisque, au bout du compte, l'Etat restera majoritaire au sein de la compagnie pétrolière par le biais de son holding Erap. Reste que les 11 % du capital de la société mis en vente dans le public pour réduire la part de l'Etat, l'ont été, on le sait, à un prix nettement inférieur au dernier cours côté en Bourse. Mais au-delà, ils l'ont aussi été au mépris de l'ensemble des critères définis par la loi de privatisation. D'où l'assimilation de cette opération à une véritable braderie.

Pour Edouard Balladur, il importe en effet de ne pas rebuter d'entrée les petits porteurs – ce que l'on peut sans doute concevoir – mais encore de boucler le budget de l'année avec les 3,3 milliards attendus de la vente. Car le collectif budgétaire pour 1986 a un besoin impératif des recettes de la privatisation pour être financé. Or, il ne l'est pas encore.

L'ennui c'est que cette opération d'équilibrisme budgétaire a donc déjà transgressé la loi avec la bénédiction de la commission de la privatisation dont on peut mettre en doute l'indépendance. Et comme le gouvernement escompte des rentrées évaluées à une quarantaine de milliards de francs chaque année pour, ensuite, financer les baisses d'impôts promises à certaines catégories de contribuables, on peut légitimement s'attendre à ce que la loi vive d'autres moments difficiles si nécessaire. Voilà une privatisation qui commence plutôt mal et qui ne se fera sans doute pas aussi aisément qu'Edouard Balladur l'a laissé entendre lors de son passage à l'« Heure de Vérité » sur Antenne 2, le 10 septembre dernier.

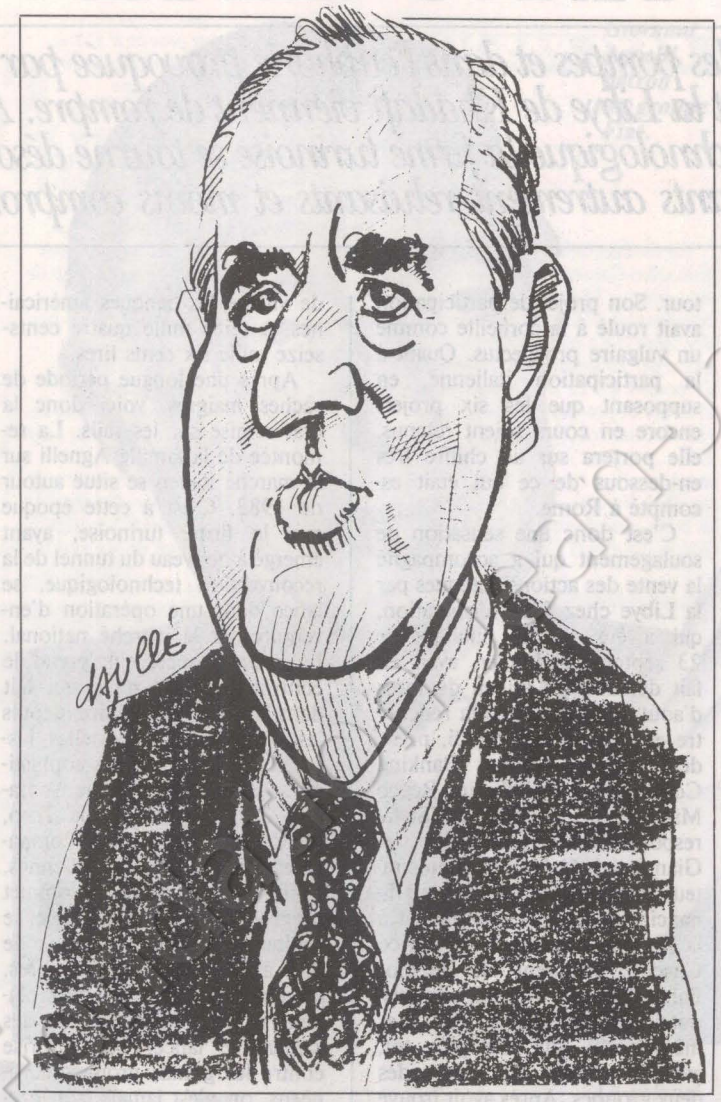
Salaires : vers des Smic au rabais

Dire que Edouard Balladur, ministre de l'Economie et Philippe Séguin son collègue de l'Emploi et des Affaires sociales ne se trouvent pas sur la même longueur d'ondes relève désormais de l'euphémisme. Ou alors la comédie est très bien jouée. En désaccord sur les « petits boulots » et le traitement social du chômage, les deux hommes risquent, en effet, de le devenir très rapidement sur le sort futur réservé au S.m.i.c. Or, la question est d'une importance considérable. Car il est clair que le ministre de l'Economie compte s'attaquer à ce bastion social qu'est le S.m.i.c., estimant donc, en accord avec Yvon Gattaz, le patron du C.n.p.f., que le maintien en l'état du salaire minimum est un frein à l'embauche.

Dans une récente interview accordée à « l'Expansion », le ministre de l'Economie se contentait, certes, de poser des questions à propos du S.m.i.c. Mais de telle façon que l'on comprenait aisément qu'il était favorable à une modulation du salaire minimum en fonction des régions et des branches. Et pourquoi pas en fonction de la couleur de la peau, de celle des cheveux, ou... de l'âge ? Or, justement, concernant l'âge, le spectre du déjà fameux « S.m.i.c.-Jeunes » est en train de resurgir si l'on en croit les révélations faites par « Libération ». Selon ce quotidien le projet serait même très au point et confirmerait en tout cas les avancées à petits pas de Balladur vers une modulation du S.m.i.c.

Pour les jeunes il s'agirait donc d'instaurer un système de mise au travail dans l'entreprise qui serait payé 32 % du S.m.i.c. (1 400 F) aux 16-18 ans et 47 % (2 068 F) aux 18-25 ans. Les stages d'insertion professionnels (S.i.v.p.) – à ne pas confondre – qui permettent aux jeunes de la même tranche d'âge d'alterner travail et formation tout en percevant 2 908 F en feraient ainsi les frais. Pour le plus grand profit de l'Etat et des entreprises. Sans oublier celui des statistiques du chômage. Dans ces conditions les 18-25 ans seraient les premiers à expérimenter une « sous-prolétarisation » que l'on voit mal toutefois cautionnée par les syndicats qui auront leur mot à dire. Toujours est-il que, dans « le Monde » du 8 août dernier, Philippe Séguin repoussait vigoureusement la perspective d'un salaire minimum pour les jeunes dont il dénonçait les nombreux effets pervers. Il est vrai qu'avec le projet actuellement concocté par les services de la Rue de Rivoli l'appellation « S.m.i.c.-jeunes » n'apparaîtra pas. Elle n'apparaîtra du reste sans doute jamais. Mais comme les effets seront les mêmes...

En tout cas, une politique de démotivation dangereuse pour une France – et une Europe – vieillissante alors même que la concurrence des nouveaux pays industrialisés se développe très vite. Mais il est vrai que la majorité des chefs d'entreprise français, actuellement en activité, auront pris leur retraite d'ici à l'an 2000. Ce n'est du reste pas un hasard si la France bat le record d'Europe du chômage des jeunes.



La répression est à la mode... sauf pour les fraudes

Inquiétude à la Direction générale de la concurrence et de la consommation. L'ex-Répression des fraudes, organisme bien connu des associations de consommateurs, serait soumis aux fourches caudines de la restructuration, ce qui, selon les syndicats C.f.d.t., C.g.t. et F.o. entraînerait la suppression de nombreux emplois. Le 24 septembre, la Direction générale était en grève. En abrogeant les Ordonnances de 1945 (relatives aux prix) le gouvernement avait annoncé un renforcement de la surveillance des règles de concurrence et un développement de la protection des consommateurs. Mais voilà, rigueur oblige, avant même que de nouvelles dispositions soient arrêtées, le service chargé de leur mise en œuvre est amputé d'une partie de ses moyens. Moins de crédits, des suppressions de postes, le plan de restructuration des services de consommation est en marche.

D.D.

FIAT : LE DIVORCE ITALO-LIBYEN

Mariés en grandes pompes et dans l'euphorie provoquée par les pétrodollars en 1976, Fiat et la Libye de Khadafi viennent de rompre. Ayant réussi sa conversion technologique la firme turinoise se tourne désormais vers des prétendants autrement reluisants et moins compromettants.

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

AVEC la sortie de la Libye du groupe Fiat, le refroidissement entre Rome et Tripoli vient de franchir un nouveau pas. Même si l'on affecte de part et d'autre de considérer l'affaire d'un point de vue strictement économique. George Schulz qui recevait à Washington la semaine dernière Giulio Andreotti cachait mal sa satisfaction de voir se resserrer l'isolement de la Libye vis-à-vis des pays européens.

Pressions américaines

Ce n'était un secret pour personne, la Lafico (Libyan Arabe Foreign Investissment Company), avec ses 15 % de participation chez Fiat était devenue un partenaire compromettant, non seulement pour le premier constructeur d'automobiles italien, mais aussi pour le gouvernement. Après le détournement par les chasseurs américains de l'avion égyptien qui transportait Abu Abbas, contraint d'atterrir sur la base de l'Otan de Sigonella en Sicile, les rapports italo-américains, sous une apparente cordialité de surface, subissaient le contrecoup de la forte présence de l'actionnariat libyen chez Fiat. Après les pressions diplomatiques, Washington était passé aux mesures concrètes. Ce sont d'abord les tentatives d'une coproduction Fiat/Ford, à laquelle Giovanni Agnelli tenait beaucoup, qui en fit les frais. Pire. Le patron de la Fiat, qui s'était fait le chantre européen du programme de défense spatial américain s'était vu bien mal payé en retour. Son projet de participation avait roulé à la corbeille comme un vulgaire prospectus. Quant à la participation italienne, en supposant que les six projets encore en cours soient retenus, elle portera sur un chiffre très en-dessous de ce qui était escompté à Rome.

C'est donc une sensation de soulagement qui a accompagné la vente des actions détenues par la Libye chez Fiat. L'opération, qui a été rendue publique le 23 septembre dernier, avait en fait démarré au milieu du mois d'août à Zurich, avec la rencontre entre Abdullah Saudi, président de la Arabian Banking Corporation de Bahrein, Regeb Misallati et Mohammed Siala, responsables de la Lafico, et Gian-Luigi Gabetti, administrateur délégué de l'Ifi (Institut financier italien) – appartenant à la famille Agnelli –, Enrico Cuccia, président de Medio-Bank et Cesare Romiti, administrateur délégué de la Fiat. Les mêmes qui, dix ans plus tôt, avaient présidé à l'union des deux groupes. Après avoir trouvé la tonalité sur les grandes lignes, les suites techniques de l'opération ont été rondement menées. La moitié des actions (7,7 %) ont été confiées à la Deutsche Bank qui a pris un paquet d'actions représentant deux mille deux cents milliards de lires et à Medio-Bank (contrôlée par le groupe Fiat) qui s'est engagée pour deux cent quarante milliards de lires. L'autre moitié (7,5 % du total des actions ordinaires Fiat), est restée entre les mains du groupe Ifi qui possède maintenant plus de 40 % du capital Fiat. Notons, au passage, que les banques françaises ont saisi l'occasion d'engranger de substanciels bénéfices en achetant à la Deutsche Bank un nombre conséquent d'actions à quinze mille sept cents : quinze mille neuf cents lires, qui ont été revendues le lendemain, prenant de vitesse les banques américaines, à seize mille quatre cents-seize mille six cents lires.

Après une longue période de vaches maigres, voici donc la Fiat remise sur les rails. La remontée de la famille Agnelli sur le marché italien se situe autour de 1983. C'est à cette époque que la firme turinoise, ayant émergé à nouveau du tunnel de la reconversion technologique, se lance dans une opération d'envergure sur le marché national. La même année, elle prend le contrôle de la S.n.i.a. qui fait dans le matériel militaire, depuis les armes conventionnelles jusqu'aux gadgets les plus sophistiqués de défense aérienne. A travers l'Ifi, elle entre à la Toro, l'une des plus grosses compagnies d'assurances italiennes. Enfin, en fin d'année, le sommet du groupe décide de sextupler le capital de la Fiat en passant de 337 à 2 025 milliards de lires. « En ces temps de finances planétaires où le risque de voir des *raiders* se lancer par surprise contre les grands groupes européens, on n'est jamais trop prudent », affirmait-on à la Fiat. Bien sûr, cette interprétation défensive était réductible à l'extrême. En fait, c'est une stratégie de développement en deux points qui venait d'être engagée : 1) L'entrée dans la Toro s'inscrivait dans une stratégie de renforcement du potentiel logistique financier de la Fiat sur le territoire italien. 2) Le contrôle de la S.n.i.a. avec son expérience dans la construction de vecteurs télé- ou autocommandés, ajoutait un maillon important à la panoplie déjà étendue de la production militaire de chez Fiat.

C'est d'une part le marché européen qui était visé et, par ailleurs, une tentative d'ouverture à terme vers les marchés militaires américains qui était en jeu. Dans ces calculs, il ne pouvait plus y avoir de place pour le colonel Kadhafi. Entre-temps, l'écroulement du prix du pétrole devait favoriser au-delà de toute espérance les programmes de la famille Agnelli. Qui aurait dit, en effet, que la Libye aurait dû piocher dans ses réserves monétaires au point de perdre en moyenne un milliard de dollars par an depuis 1980, avec une forte accélération ces deux dernières années. Malgré une surenchère des rabais, l'exportation du brut libyen devait chuter inexorablement de 21 milliards de dollars, en 1981, à 8 milliards de dollars l'année dernière. Dans ces conditions les trois milliards de dollars retirés de la vente des actions Fiat – achetées dix fois moins chères en 1976 – pouvait apparaître comme une bonne affaire pour Tripoli.

La Libye à bout de souffle

Cette spectaculaire opération de la Fiat marque la fin d'une époque : celle de la prédominance économique des pays producteurs de pétrole, et le retour en force de la suprématie des industries de transformation qui ont accompli leur « révolution technologique ». Auparavant, on avait déjà vu le Koweït retirer une part consistante de ses actions chez Daimler-Benz pour couvrir partiellement le manque à gagner dû à l'affaissement du prix du pétrole. Gérée de façon fantaisiste, l'économie de la Libye, qui subit par ailleurs des mesures restrictives de la part d'un certain nombre de pays occidentaux (les compagnies pétrolières françaises ont pour leur part fait chuter de plus de 70 % leurs importations de brut libyen) est à bout de souffle. La dette extérieure de la Libye est colossale et tout indique – y compris les nouvelles mesures prises par le colonel Kadhafi qui entend supprimer la monnaie

dans son pays – que la situation continue de se détériorer.

Selon les estimations de la « Petroleum Intelligence Weekly », la Libye perdrait cette année 9,8 millions de dollars par jour par rapport à l'année dernière. Et ce, malgré une augmentation de 20 % de ses exportations. Nombre d'entreprises opérant en Libye et qui font les frais des cessations de paiement de Tripoli avaient dernièrement fait de fortes pressions sur le gouvernement italien pour que soient saisis les titres Fiat appartenant à la Lafico. Récemment, le gouvernement avait bloqué les fonds de l'ambassade de Libye à Rome. Autant de mesures qui ont sans doute incité les Libyens à retirer précipitamment leurs participations chez Fiat. Une situation inverse à celle de 1976, quand sous le coup du choc pétrolier et de la déstabilisation sociale, Fiat accueillait le colonel Kadhafi en sauveur. La Libye regorgeait alors de pétro-dollars et cherchait des investissements. L'Italie en panne d'essence éprouvait le besoin de resserrer ses liens avec les pays producteurs de pétrole. Le mariage fut conclu avec la bénédiction du gouvernement, qui, lui-même, se tournait vers le F.m.i. pour obtenir un prêt de 800 millions de dollars.

Le décor est aujourd'hui totalement différent. La Fiat exulte et l'Italie s'abandonne aux vertiges de la Bourse. Tous les rêves sont permis, et surtout les plus audacieux. Les chiffres parlent clairement. Le premier semestre de cette année a été particulièrement fructueux. Le chiffre d'affaires de la Fiat a en effet atteint le record de 14 mille milliards de lires (environ 70 milliards de francs), qui laisse plus de 1 647 milliards de bénéfice avant impôts : le double de l'année dernière pour la même période, et l'on parle déjà de 2 500 milliards de bénéfice pour la fin de l'année. Les résultats positifs de chez Fiat sont confortés par une amélioration des principaux indicateurs de l'économie italienne. La croissance est estimée en hausse à 3 %, l'inflation cette année descendra probablement en-dessous de 6 %, le chômage est en légère diminution, enfin la production industrielle a augmenté de 4,2 %. ●


Keystone

Giovanni Agnelli, patron du groupe Fiat.


Gamma

Le colonel Khadafi lors du 17ème Anniversaire de la révolution libyenne.

Coll. Fondation Gabriel Péri

FIAT : LE DIVORCE ITALO-LIBYEN

LIBAN

Encore la main de Damas ?

« Je souhaite que le monde entier voit comment le Liban combat le terrorisme syrien », s'écriait l'un des chefs chrétiens, Dany Chamoun, au soir de ce « samedi fou » du 27 septembre qui sonnait l'écrasement, après de durs combats (60 morts) des forces de subversion pro-syriennes du Beyrouth-Est chrétien. Propos tendancieux ? A peine.

On pouvait encore croire, au matin de ce jour qu'il ne s'agissait que d'un nouvel épisode des affrontements rivaux internes qui opposent périodiquement entre eux les dirigeants des F.l. (milices chrétiennes). Mais le doute n'était plus permis avec l'infiltration massive de la sacro-sainte ligne de démarcation, séparant Est et Ouest de Beyrouth, par des centaines d'hommes puissamment armés – notamment chrétiens d'Elie Hobeika, ex-chef des F.l. évincé en janvier, factions libanaises pro-syriennes et même soldats et officiers syriens ! L'alliance d'Hobeika – qui vit à Damas – avec les services spéciaux syriens était patente. Ce dernier revendiquait d'ailleurs l'action en vue de « sauver le pays chrétien de la tutelle du président Gémayel ».

Mais c'est bel et bien l'objectif syrien de mainmise totale sur le Liban que corrobore ce dernier épisode des menées d'Assad. Les chrétiens de M. Gémayel sont devenus l'ennemi (car l'obstacle) numéro un de Damas après le refus du président de ratifier l'accord conclu en décembre dernier entre les chefs druze, chiite et M. Hobeika, au nom des chrétiens, et qui semblait assurer la suprématie de la « pax syriana » au Liban. Un accord que Jacques Chirac a d'ailleurs étrangement jugé depuis « pas si mauvais » !

Bien entendu la Syrie a une nouvelle fois nié avoir quelque implication dans l'invasion en question mais on sait que, depuis décembre, tous les moyens lui sont bons et surtout les plus terroristes – comme la série des effroyables attentats à la voiture piégée à Beyrouth-Est – pour réduire Gemayel et les siens... Tandis qu'elle feint en même temps de rechercher la négociation. Est-ce l'ébauche d'un « dialogue national » inter-libanais, qui a commencé de réunir dirigeants chrétiens, druzes et chiites en recherche d'un nouveau Liban, qui a mis le feu aux poudres à Damas sentant lui échapper « son » Liban, et l'a poussé à soutenir une opération quelque peu suicidaire ? Ce n'est pas exclu, surtout en un moment où les prétentions hezbollah à une République islamique libanaise à l'iranienne se font également plus pressantes. Décidément la duplicité syrienne devient bien transparente... Sauf apparemment pour notre Premier ministre.

PAYS BASQUE

Assassinat boomerang

La victime, Maria Dolores Gonzalez Catarain, dite « Yoyes » ou « Ioes », 32 ans, ancienne responsable d'E.t.a., revenue près des siens il y a onze mois. La date, mercredi 10 septembre. L'heure, 17 heures 45. Le lieu, Villafranca d'Ordizia, province de Guipuzcoa (Saint-Sébastin). La signature, E.t.a., m, pour militaire. Cette mort, soulève émotion et réflexion au Pays Basque. Juanjo Dorroso, le mari, membre de la coalition électorale Herri Batasuna, idéologiquement proche d'E.t.a., est K.o. debout. Il aurait voulu attribuer le crime à « une provocation de la police », et s'accroche à une hypothétique « condamnation de Herri Batasuna ». Mais le communiqué revendiquant le crime est tombé, sans équivoque. C'est bien E.t.a. qui a tué. Pour éviter que le choix fait par « Yoyes », l'acceptation de la réinsertion individuelle sans repentir négociée en son temps par E.t.a. p.m. avec le ministère de l'Intérieur fasse tache d'huile.

La petite ville d'Ordizia est comme paralysée. Le lendemain de « l'événement » spontanément tout le monde a fait grève. Pour réconforter la famille, assister à la messe, suivre le cortège funèbre, se recueillir sur le lieu de l'attentat. La famille, les frères de « Yoyes », certains sont membres de H.b., s'insurgent, posent des questions à E.t.a., font mention de clivages au sein de l'organisation et rappellent que le groupe proche de Txomin avait promis de la laisser tranquille. 70 anciens membres d'E.t.a. p.m. en majorité, mais pas seulement, tous originaires de la région ont publié un texte condamnant l'exécution et ont revendiqué dans les rues d'Ordizia le droit de « vivre en paix ».

L'Ordizia d'aujourd'hui n'est plus celui de la nuit franquiste. On parle sans crainte dans la rue, le maire est élu, la police basque règle la circulation, les enfants vont à l'Ikastola (école basque), les parents paient leurs impôts aux fonctionnaires de Victoria (siège du gouvernement basque). Bien sûr, il y a des choses qui ne vont pas. Amnesty dénonce tous les ans des cas de « mauvais traitements » dans les commissariats, la loi anti-terroriste est contestée, l'autonomie pourrait être plus large. Faut-il pour autant continuer à privilégier l'action clandestine ?

Le P.s.o.e., le P.c.e., et bien d'autres ont choisi la transition négociée, en 1976. Six ans plus tard, les « poli-mili » (E.t.a. p.m.) suivaient la même voie. Considérant que le bulletin de vote et le militantisme étaient plus efficaces que la violence pour faire avancer la démocratie et la cause basque. D'autres, manifestement, s'apprêtaient à prendre ce chemin. L'assassinat de « Yoyes » sonne en forme d'aveu. Enfermée dans son tout ou rien, son « programme » des années 1976 appelé « alternative K.a.s. », E.t.a. prétend au nom du peuple basque engager une négociation politique avec ceux qui, pour elle, gardent le contrôle du pouvoir (l'armée, la police).

Toute défection à ses yeux est un passage à l'ennemi, une trahison, punie de mort comme dans toutes les armées du monde... L'E.t.a. est-elle une armée, la démocratie espagnole une dictature masquée, l'E.t.a. a-t-elle une légitimité plus grande que les partis ? A Ordizia comme à Bilbao ou Victoria beaucoup hésitaient avant cet attentat, ils sont aujourd'hui nombreux à en douter. Jusqu'où ira cet effet boomerang, c'est une autre affaire, interpellant les forces politiques représentatives.

JEAN-JACQUES KOURLIANSKY

Marie-Dolores Gonzalez Catarain.



A.f.p.

Par ailleurs le rapt de Jean-Marc Sroussi, ancien de T.f.1 devenu journaliste indépendant, après celui de Marcel Coudari, ramène désespéré-



ment à 9 le nombre des otages français détenus au Liban. Attaqué à la limite des secteurs Est et Sud – à dominante chiite – de beyrouth, Sroussi semble avoir été enlevé par des chiites d'Amal travaillant sans doute pour le compte des Hezbollah liés à Téhéran. Ainsi, tandis que se poursuivent les négociations franco-iraniennes, l'une des formes les plus odieuses du terrorisme ne désarme nullement... Il faut croire qu'elle reste payante.

J.L.

ONU

Le bide de Chirac

Jacques Chirac aux Nations unies. Pour son premier discours de portée internationale devant l'Assemblée générale le Premier ministre français a raté son entrée. Difficile de faire clair quand on a une politique extérieure confuse. Chirac essaie depuis mars 1986 d'affirmer son image d'homme d'Etat d'envergure internationale. Ce n'est pas son séjour à New York qui lui aura permis d'avancer dans cette direction.

La presse étrangère ne s'y est pas trompée en n'accordant à la prestation de Chirac qu'une place réduite. Sorte de compte rendu de propos qui ne se prêtent pas à l'exégèse. Cependant il a réussi à se faire applaudir à l'occasion de sa ferme condamnation de ces « guerres de conquête d'un autre âge », il parlait de l'Afghanistan et du Cambodge. Après, plus rien. Sur le terrorisme une déclaration de principe nuancée par l'emploi de formules timorées faisant référence aux « Etats qui ferment les yeux sur les activités d'organisations terroristes ou les utilisent à leur profit quand ils ne les encouragent pas ». On est loin des accusations lancées par Chirac, lui-même, quand il était dans l'opposition.

La conférence de presse qui a suivi son discours à la tribune des Nations unies n'a fait qu'accroître la confusion puisqu'il a expliqué : « Nous n'avons jamais dit, et je ne pense pas, que le groupe d'Abdallah et ses complices soient soutenus ou aidés par un Etat ». Singulier changement de ton de la part de nos gouvernants, il y a quelques semaines encore on parlait dans les rangs de la majorité des Etats du Proche-Orient « qui manipulent les tueurs », tout à coup on découvre que la vague d'attentats ne serait que l'œuvre d'une famille chrétienne du Liban assoiffée de vengeance. Pas crédible tout ça. Voilà pourquoi le discours de Chirac à New York n'a pas fait de vagues, on attendait ses propos concernant « le défi du terrorisme » et il a déçu, le silence de nos confrères à New York, Madrid ou Bonn en est la preuve.

C.F.-L.



Jean-Marc Sroussi, le neuvième otage.

ISRAEL

Trois maires palestiniens nommés

Etonnante, à première vue, l'acceptation par les trois notables palestiniens de leur nomination par Jérusalem à la tête des trois importantes cités de Cisjordanie : Hébron, Ramallah et El Bireh. Ne se souviennent-ils pas de l'assassinat par des groupes palestiniens il y a quelques mois de M. Zafer el Masri, nommé par Israël à la mairie de Naplouse, en dépit des positions de l'O.l.p. en faveur de nouvelles élections municipales dans les territoires occupés ?

Il est vrai que de l'eau a coulé sous les ponts depuis. Après l'échec de l'initiative de paix palestino-jordanienne Amman a complètement coupé les ponts avec l'O.l.p. et n'est plus sourde désormais aux propositions du gouvernement de Shimon Pérès de contrôler conjointement, et surtout de financer, la nécessaire relance économique dans une Cisjordanie quelque peu asphyxiée. D'où son aval, semble-t-il déterminant, à ces nominations d'hommes, d'ailleurs à sa dévotion, après celui, récent, à l'ouverture d'une banque arabe en Cisjordanie (la première depuis 1968) sous tutelle de fait israélo-jordanienne.

J.L.

CAMPS, DIT LE BOUCHER DE BUENO AIRES

Admirateur d'Hitler, nostalgique de Franco et inconditionnel de Mgr Lefebvre, le général Camps est d'abord un criminel de guerre jugé aujourd'hui pour avoir mené la plus abominable des répressions à Buenos Aires.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LE général Ramón Camps, 58 ans, a été le chef de police de la province de Buenos Aires en 1976 et 1977. Il est grand, d'épais sourcils cachent à moitié des yeux très mobiles, il s'exprime avec une voix rauque soignée à coups de gros cigares et de whisky. Catholique pratiquant le général aime parler. Il raconte « sa » guerre : « J'ai vaincu la subversion dans son centre de gravité, à Buenos Aires. J'en suis fier. » Camps faisait peur et à entendre les policiers qui ont partagé ses activités, il n'était pas d'un commerce facile. Ses subordonnés gardent encore le souvenir d'un homme « qui savait où il allait, même s'il fallait détruire quelques obstacles en cours de route ».

Ils racontent que, à plusieurs reprises, le général donnait l'exemple, c'était lui qui ouvrait le feu lors des opérations policières. Mais ils racontent aussi qu'au moins à deux occasions les cibles de Camps n'étaient autres que des policiers coupables de ne pas obéir aux ordres de leur irascible commandant. Ces amis expliquent aussi que Camps savait être « un homme sentimental » (...) « il aimait parler de sa famille, il avait toujours les photos de ses enfants sur lui, il les montrait volontiers ».

Lors des premières réunions des conspirateurs qui allaient, en mars 1976, renverser le gouvernement d'Isabel Peron il avait manifesté son accord avec le coup d'Etat tout en demandant « une place active » dans la guerre qui se préparait. Ce militaire de carrière, actuellement en prison et dont le procès vient de débuter en Argentine, voulait être en première ligne. On lui a alors confié la responsabilité de la police de la province de Buenos Aires. Depuis ce poste, Camps allait construire une puissante organisation militaire en rapport avec le haut commandement du 1er corps de l'armée de terre à la tête duquel on trouvait alors le général de division Suarez Mason ami personnel de Camps. Un véritable empire po-



La mort était son métier, vu par Coureuil

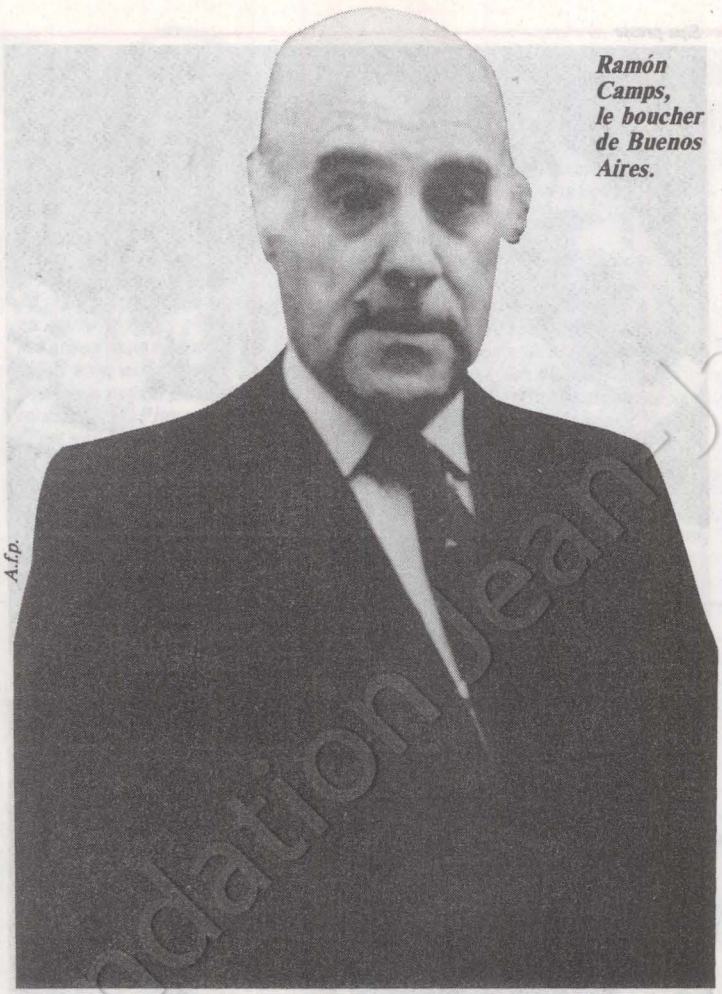
litico-criminel dans la province la plus riche et la plus peuplée du pays.

Chargé de la répression sur son territoire, « le boucher de Buenos Aires » selon le qualificatif employé par ses victimes, avait mis en place un réseau de commandos qui pouvait agir à tout moment dans les usines – plusieurs délégués syndicaux sont passés par ses mains, dans les lycées, il est accusé de la disparition et de l'assassinat d'un groupe de jeunes adolescents, de 14 à 16 ans, coupables d'avoir demandé la gratuité des transports pour les étudiants – et, bien entendu, capable de traquer « les subversifs ». « Nous avons mené un combat sans merci contre les terroristes, les subversifs, et les pacifistes (sic) qui ont essayé d'instaurer un système politique anti-chrétien et anti-humaniste, » c'est ainsi que, au fait de sa puissance, il expliquait son combat.

« Méthodes drastiques »

A un journaliste espagnol du magazine « Tiempo », Camps déclarait en 1983 : « Pendant mon passage à la tête de la police de la province 5 000 personnes ont disparu. Certaines d'entre elles ont été enterrées dans des tombes anonymes. J'admets que parmi ces 5 000 cas il y a eu peut-être des erreurs ; mais en cas de guerre, s'il y a des bombardements, des milliers de civils peuvent aussi mourir. Nous étions en guerre, nous avons utilisé des méthodes drastiques. L'important n'est pas nos erreurs puisque nous avons vaincu ! » Il devra maintenant s'expliquer devant les juges. Le procureur Julio Strassera, le même qui avait été chargé du dossier des membres des trois juntes militaires en 1985, a réuni un nombre impressionnants de témoignages concernant les violations aux droits de l'homme commises par Camps et ses hommes.

Plus de 150 témoins vont défiler pour apporter leurs récits. Les plus attendus sont le journaliste Jacobo Timerman, l'ancien dictateur Alejandro Lanusse (chef d'un gouvernement de facto en 1972) et le syndicaliste



Ramón Camps, le boucher de Buenos Aires.

A.f.p.

Alfredo Bravo. Timerman et Bravo assurent avoir été interrogés et torturés par Camps lui-même. Lanusse l'accuse d'être le responsable direct de la disparition de son collaborateur Edgardo Sajon. Plusieurs de ces témoignages ont été déjà produits lors des auditions organisées par la Commission nationale d'enquête sur les disparitions (Conadep) présidée par l'écrivain Ernesto Sabato. Les récits sont accablants.

Un ancien policier, Carlos Hours, a expliqué comment les forces de sécurité profitaient des opérations pour voler des manteaux de fourrure, des voitures, des propriétés et même des objets ménagers. Le procès a à peine commencé que cet aspect sordide de la « sale guerre » a été évoqué et par un témoin de la défense ! L'ex-commissaire Eduardo Aranguren a raconté qu'« une énorme quantité de policiers (avaient) commis des délits, des vols et des homicide » qui n'avaient pas un mobile directement politique. A croire que même quand ils se trouvaient entre eux, les collègues de Camps avaient la gachette facile. Des déclarations de policiers font état des règlements de comptes sanglants entre des membres de la police de la province de Buenos Aires. A l'origine de ces faits se trouveraient les contradictions apparues lors de la distribution du « butin de guerre » obtenu par des perquisitions.

De la folie meurtrière à la folie tout court

Le général Camps soutenait que l'Argentine était l'un des théâtres d'opérations de la « Troisième Guerre mondiale ». Les membres de la junte, une majorité de militaires, une bonne partie de l'Eglise catholique et un grand nombre d'Argentins ont partagé entre 1976 et 1983 cette « Weltanschaung » sommaire. « Le marxisme est l'hérésie des temps modernes, nous vivons actuellement une étape dans la lutte constante que se livrent le Bien et le Mal »,

(suite en page 24)



A.f.p.

Le général Lanusse, ex-dictateur et témoin à charge.

CAMPS, DIT LE BOUCHER DE BUENO AIRES

(suite de la page 23)

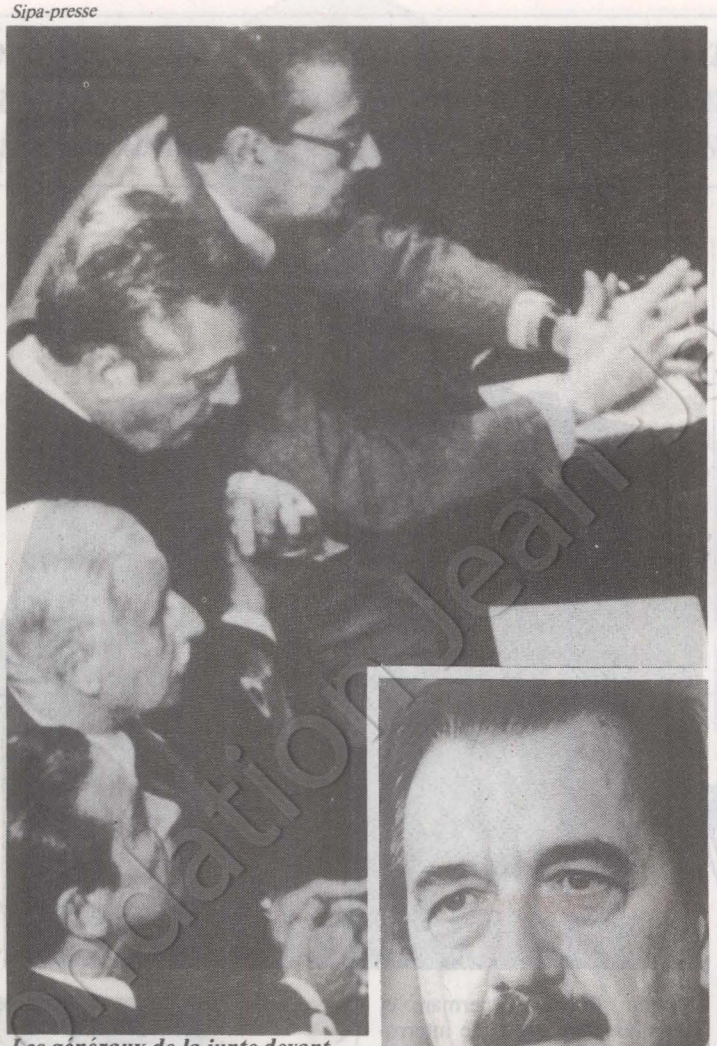
aimait répéter « le boucher de Buenos Aires ». Admirateur d'Hitler, dont les portraits ornaient les salles de tortures dans les centres de détention qu'il régentait, Camps était fier d'avoir défendu « l'Occident » et il reconnaissait volontiers la part que les Etats-Unis avaient pris dans la formation de « l'esprit militaire argentin ».

C'est pour cela, juste rétribution des choses, qu'on trouve dans son entourage plusieurs officiers qui sont allés prêter main forte aux Américains dans les maquis contre-révolutionnaire d'Amérique centrale. Il fait partie de l'extrême droite militaire qui n'a jamais baissé les bras en Argentine. En novembre 1985, le gouvernement de Raúl Alfonsin affirmait avoir déjoué un « complot contre les institutions démocratiques ». Au centre de l'affaire on trouve alors Ramón Camps, son fils Patricio et le général Suarez Mason.

Ces militaires extrémistes ne sont pas nés de la dernière dictature (1976-1983). Il y a toujours eu au sein de l'armée argentine une bonne place pour des organisations secrètes avec des idéologies très radicales et surtout anti-démocratiques. Les commandos para-militaires qui ont agi pendant la sauvage répression des années 70 et 80 étaient composés par des civils et par des militaires communiant dans une même idéologie sommairement expliquée par leurs chefs avec des slogans : « Lutte contre la gangrène communiste », « Dieu, patrie, foyer », « Défense de l'Occident ». Camps se situe dans cette ligne. Nostalgique du franquisme et fervent admirateur de l'intégriste Mgr Lefebvre, il n'a jamais été seul dans sa « guerre sainte ».

Parmi ses collègues d'armes et de crimes, certains ont commencé après la défaite militaire dans la guerre des îles Malouines à regarder avec sympathie l'exemple de Khomeyni et de Kadhafi. Pour ces militaires-là, la déroute dans l'Atlantique austral était surtout due aux « lâchage » des Américains qui avaient préféré leur alliée du Nord, la Grande-Bretagne, à leur fidèle dictature du Sud. Ils se sont alors découvert une tardive vocation

Sipa-presse



Les généraux de la junte devant leurs juges.

tiers-mondiste n'allant pas jusqu'à renverser leurs idées « occidentales », mais suffisante pour mieux admirer l'intransigeance et les méthodes des ayatollahs. Des spécialistes de la « chose militaire » en Argentine ont confirmé l'existence d'une organisation plus ou moins secrète, réunissant des officiers de réserve, dénommée Crislam (cristianismo e islam).

L'autre grand pilier de l'idéologie chère aux amis du général Camps est l'antisémitisme. Dans son livre témoignage le journaliste Jacobo Timerman raconte les vexations auxquelles étaient soumis les juifs dans les prisons ; il accuse des militaires argentins de s'être appropriés « des entreprises, des banques, des propriétés, des meubles appartenant à des juifs persécutés ». Parmi les charges retenues contre Ramón Camps figure le fait d'avoir administré avec le commissaire de police Miguel Etchecolaz ce que la Conadep appelle « un circuit des camps clandestins de détention ». La liste de ces camps où des milliers de personnes sont rentrées pour ne jamais ressortir vivantes est la suivante : COT I Martinez, pozo (1) de Quilmes, pozo de Banfield, puesto Vasco, Arana, La Cacha, Comisaria 5e et Brigada de intervenciones de La Plata. Plusieurs de ces centres de détention étaient situés dans des quartiers très peuplés afin, selon les conclusions de la Conadep, « de semer la terreur parmi les voisins ».

Pascal Lebrun

Raul Alfonsin.

Le témoignage d'un habitant d'un quartier de Buenos Aires : « De nuit on pouvait entendre des coups de feu. On entendait aussi les cris des personnes suppliciées et très souvent on voyait qu'ils sortait avec des sacs contenant des corps mutilés. Nous vivions à proximité de cette maison comme si nous aussi nous étions des prisonniers. » C'est justement dans ce centre que s'est illustré le docteur Jorge Antonio Bergéz, médecin de la police. A Puesto Vasco, selon les témoins, Camps, alors colonel, aurait lui-même manié la gégène. Un avocat, Gustavo Caraballo, affirme que lors de sa détention à Puesto Vasco, Ramón Camps en personne avait décidé le type de tortures auxquelles il serait soumis.

Ramón Camps et ses co-accusés ne sont pas étrangers à l'enlèvement de plusieurs enfants. L'obstination des mères et des grands-mères de la Place de Mai a permis de retrouver des enfants, des bébés, volés par les militaires. Ils avaient été placés dans des familles qui n'ignoraient pas toujours les origines du petit adopté, et il s'agissait souvent de familles de policiers ou de militaires. Pourquoi cet acharnement contre les enfants, innocents parmi les innocents ?. Le général Camps avait fourni une réponse : « Personnellement je n'ai éliminé aucun enfant. J'en ai donné quelques-uns à l'assistance publique pour qu'on leur trouve des parents nouveaux. Vous savez, les parents subversifs élèvent leurs enfants pour la subversion, et cela il faut l'empêcher. »

Ramón Camps, le général Ovidio Ricchieri, les policiers Miguel Etchecolaz, Hector Vides, Alberto Rousse, Norberto Cozzani et le médecin de la police, Jorge Antonio Bergéz, sont accusés d'avoir commis 32 homicides, 120 cas de tortures, 214 enlèvements, 10 enlèvements de mineurs, 18 vols et 2 avortements provoqués à la suite de tortures. Le général Camps est malade, il souffrirait d'un cancer de la prostate, et il refuse d'assister au procès. Il a fait savoir que cette « parodie judiciaire » a été montée par le président Alfonsin qui, selon Camps, « a un dénominateur commun avec Staline et Lénine : le marxisme ». Verdict au mois de novembre. ●

(1) Pozo : trou en espagnol.

Bibliothèque Jean-Jaurès



Cette rubrique vous concerne. Écrivez-nous et signalez tous « dérapages » touchant les grands domaines de la société. « L'Unité », Denis Dangaix, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

Médicaments : la valse des étiquettes commence

« (...) Il y a quelques jours mon médecin traitant m'a prescrit une boîte de Bricanyl (inhalations buccales). En me donnant ce médicament, le pharmacien s'est aperçu, à sa grande surprise, de l'augmentation du prix de 70 % (18,65 F à 31,45 F) et m'en a informé aussitôt car nous nous connaissons bien. Ne voulant pas se résigner à cette exhorbitante augmentation, il a voulu s'assurer que le prix indiqué correspondait bien à la réalité. Le lendemain, renseignement pris, le chiffre indiqué était bien conforme au nouveau tarif. Le pharmacien m'a alors expliqué que les laboratoires ont été autorisés à augmenter les prix de 3 %. Mais pour augmenter les bénéfices et respecter au mieux les 3 %, ils diminuent les prix des produits les moins demandés et augmentent ceux dont les produits sont les plus demandés (...). »

YVON R. (SEINE-SAINT-DENIS)

Environnement : un ministre sans... portefeuille

« Ministre de l'Environnement, à caractère désabusé, recherche budget pour emploi diversifié »... Dur, dur, Balladur... surtout face au ministre délégué chargé de la Qualité de la vie. Moins d'argent pour les associations, moins de crédits pour la recherche et les autorisations de programme. Bref, Alain Carignon va faire dans le pauvre. Pourtant, le 18 septembre, le ministre de l'Environnement (de l'Isère) dans un entretien au Figaro annonçait « un budget doublé pour les opérations de prévention, une vaste campagne de sensibilisation ainsi que des obligations nouvelles pour les propriétaires. » Il parlait forêt, on l'avait compris. Mais voilà, erreur ? égarement ou bévue ? Le 25, jour de la présentation de son budget, exit la forêt. Pas un mot et hélas pas un sou déclaré. Cruelle incertitude... ! Dans les milieux autorisés, on se déclare perturbé.

Exclus : Pas de tziganes à Paris !

Raymond Long, conseiller de Paris (U.d.f.-P.r.) du XVIe arrondissement, lors de la dernière séance du Conseil (le 22 septembre) a posé une question au maire de Paris qui en dit beaucoup sur sa mentalité. « L'été, dit-il, a vu, cette année, le bois de Boulogne envahi par des hordes de romanichels. Plus que de coutume. C'est une honte pour Paris et les étrangers qui visitent la capitale. On a vu que c'était de surcroît une base pour l'envoi dans la ville de commandos de voleurs à la tire (...) » Et de demander que « des mesures de police plus efficaces soient prises à l'avenir, pour éviter le renouvellement d'un tel état de choses et que la Ville de Paris prenne des dispositions pour réserver des espaces aux gens du voyage dans des terrains lui appartenant tels que ceux du Cornillon ou d'Achères, loin de la capitale. »

Loin de la capitale... Sauvé. Raymond Long est chargé de mission auprès de Jacques Chirac. L'intitulé de son ouvrage est à lui seul un poème. Il est responsable d'une « mission d'études et de recherches sur le fonctionnement des services de la Mairie de Paris en vue d'accroître l'efficacité du service, la qualité des prestations offertes aux Parisiens et de rechercher des économies (sic). » Avec un titre pareil, étonnons-nous, après, que l'esprit de ce conseiller soit légèrement enfiévré.

Handicapés : comment se faire reconnaître ?

« (...) Je ne peux demander l'aide des hautes instances en la matière. Je ne peux compter sur l'appui de personne et suis obligé de subir ces injustices. J'en déduis que la société peut fabriquer des infirmes en ne prévoyant aucune législation, aucun statut où classer ces infirmes alors que tout emploi leur est refusé (...). »

B... est renversé par une voiture. Le diagnostic est sévère : enfoncement frontal nécessitant une trépanation. Alors commence pour ce couple un long calvaire. Impossible d'obtenir une indemnisation. La Fédération nationale des accidentés du travail et handicapés de Seine-Maritime (Fnath-76) qui a pris en charge le dossier n'arrive pas à le débrouiller. La Sécurité sociale ne reconnaît pas ce « handicap » et refuse la moindre pension d'invalidité. Que faire ? demande M. B... « Ce qu'il faudrait c'est un bon avocat. Mais pour cela, il faut des moyens et les moyens, on s'est bien chargé de nous les supprimer. Il faudrait que je fasse un recours devant la commission nationale avec les risques financiers que cela comporte, puisque si notre recours est jugé abusif, nous encourons une sévère amende pouvant atteindre 14 000 F (...). » Quand cela va-t-il cesser ?

ROBERT B...
(SEINE-MARITIME)



Téléphone : A + B = C

« Notre objectif est que le consommateur maîtrise sa consommation. Est-ce l'intérêt de la Direction générale des télécommunications ? » Sacré téléphone. Faut-il un compteur, une facturation détaillée, une remise en cause des zones tarifaires... Le ministre a tranché. Et voilà le résultat : « Vous habitez dans le département A, à la limite du département B. Si la distance entre les 2 préfectures est inférieure à 100 km, vous avez le même tarif pour les 2 départements. Si la distance entre les 2 préfectures est supérieure à 100 km vous avez le tarif réduit simplement pour le département A. Or, vous êtes peut-être à 130 km de la préfecture de B et à 100 km de la préfecture de votre département.

Exemple : un habitant de Pont-Audemer à 170 km de Paris a le tarif réduit pour l'ensemble de la région parisienne, car Evreux est à moins de 100 km de Paris. Par contre, pour téléphoner à Caen (70 km), il paye le tarif maximum. De même, l'habitant de Pithiviers à 80 km de Paris paye le tarif maximum pour téléphoner à la capitale car il y a plus de 100 km entre Paris et Orléans. Ces quelques exemples montrent que plutôt qu'une baisse éphémère de 3 centimes, il aurait été plus intéressant de redéfinir les zones tarifaires pour rétablir l'égalité des consommateurs dans l'usage du téléphone ». Na... !

JEAN ALLIX (ASSOCIATION ETUDES ET CONSOMMATION C.F.D.T.)

Mailing : Toubon démarre et... dérape

Un courrier marqué « Personnel » dans ma boîte aux lettres. Curieuse, je décachette l'enveloppe. Ciel, c'est Jacques Toubon, secrétaire général du R.p.r., qui m'envoie un mot doux. « Ça démarre », me dit-il, en parlant de la politique menée par le gouvernement de Jacques Chirac. Ça démarre même très vite (ah bon ?) m'assure-t-il, avant de fustiger « ceux qui s'efforcent de nous mettre des bâtons dans les roues ». Et, pour qu'on puisse passer à la vitesse supérieure, il me demande primo de répondre à un questionnaire, secundo de cracher au bassinet : 50 F, et je permets l'envoi de 25 courriers personnalisés, 200 F et j'autorise l'achat de 3 000 enveloppes, 2 500 F et je contribue « de manière privilégiée » aux actions « en faveur des mesures de redressement et d'union ». Avant de jeter la lettre à la poubelle, je m'interroge. Comment diable, au R.p.r., ont-ils eu mon adresse ? Pas sur les listes électorales, j'espère...

MARTINE DUCOUSSET

MASSACRE EN LEOTARDIE...

L'information télévisée va continuer à favoriser la droite – c'est la Haute Autorité qui le dit –, les ministres s'invitant sans vergogne ; le déficit d'Antenne 2 se creuse, T.f.1 est en panne, F.r.3 s'enfonce en dépit de l'argent de la 7, la Cinq sombre, T.v.6 s'efface, Radio-France débauche et l'Ina s'y perd... C'est le résultat du beau travail du ministre. Avec il est vrai une réussite : l'O.p.a. de la droite sur R.m.c.



PAR JEAN-PAUL LIEGOIS

« LE Paf fait un flop. » C'est la dernière plaisanterie en date qui circule dans les rangs du tout-télévision. Le Paf, c'est le paysage audiovisuel français. Le bon mot n'est donc pas gratuit. Sous le rire perce l'inquiétude : tout le monde est aujourd'hui conscient que François Léotard, en quelques mois, a réussi à tout déglinguer. Et chacun de se demander : où veut en venir le ministre de la Culture et de la Communication ?

Changer un patron qui gagne

La réponse est à chercher du côté de la Radio Monte-Carlo. Depuis un an, R.m.c. se portait plutôt bien. Sur les six premiers mois de l'année 1986, l'audience de la station avait progressé de 21 % et ses recettes publicitaires avaient pratiquement doublé. Ce bilan tout à fait positif était à mettre à l'actif du directeur général nommé en janvier 1985 : Jean-Pierre Hoss. Change-t-on un patron qui gagne ? François Léotard pense que oui : il a démis Hoss de ses fonctions. A cette décision plus que discutable il a ajouté la goujaterie et le cynisme : il a remplacé Hoss par

Sipa-presse

Pierrick Borvo.

Pierrick Borvo qui fut son directeur de cabinet quand il devint secrétaire général du Parti Républicain en 1982 et qui était son conseiller au ministère de la Culture et de la Communication depuis mars dernier. Le « spécial copains » ne s'est pas arrêté là : Borvo s'est choisi un directeur général adjoint sur mesures, l'ineffable Patrice Duhamel, ci-devant « conseiller en communication » de Valéry Giscard d'Estaing.

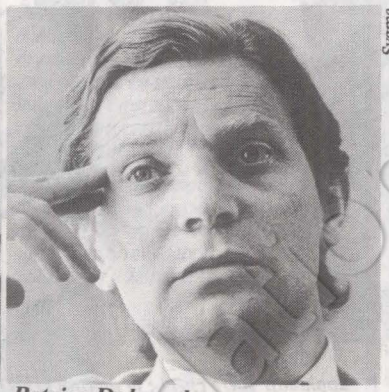
Mais R.m.c. c'est aussi T.m.c. (Télé Monte-Carlo). Et le tan-

dem Borvo-Duhamel a, comme par hasard, été parachuté sur la station au moment où se prépare la privatisation de R.m.c.-T.m.c. (aujourd'hui propriété de l'Etat à 83 %, à travers la Sofirad). Ils sont là pour « créer rapidement une grande radio-télévision régionale » qui, au-delà de la région Provence - Côte d'Azur, étendrait sa zone de diffusion jusqu'à Bordeaux et Lyon en passant par Toulouse et l'Auvergne.

On l'a compris : R.m.c.-T.m.c. est l'outil d'une énorme opération politique lancée par Léotard. Ne confiait-il pas à quelques journalistes, au début du mois de septembre : « Radio Monte-Carlo m'appartient à 83 %... » Etrange conception... qui explicite les projets des duettistes Borvo-Duhamel : mettre sur pied un média audiovisuel « sudiste » au service du seul Léotard et qui arroserait les fiefs de Raymond Barre, Dominique Baudis, Valéry Giscard d'Estain et Jacques Chaban-Delmas. Les intéressés seront heureux d'apprendre que « Léo » confond volontiers le désengagement audiovisuel de l'Etat avec... son engagement personnel !



Victor Chapot.



Patrice Duhamel.

Sygma

Léotard fait sa cour à Rainier

La Principauté de Monaco est actionnaire de R.m.c.-T.m.c. Elle est surtout propriétaire de la concession... Pierrick Borvo a donc été obligé d'ouvrir des négociations avec « le Rocher ». C'est précisément dans cette période de discussions que Léotard a choisi de rendre visite au Prince Rainier. Monaco est si loin de Fréjus : Léotard n'avait sans doute pas pu y aller avant ! Et, pendant que Léo fait sa cour, un homme travaille dans l'ombre au montage financier de l'opération : Victor Chapot, ancien conseiller de V.G.E. et grand argentier des campagnes du Parti républicain. En 1981, le candidat François Mitterrand désignait ainsi Victor Chapot : « Un trésorier de la campagne ayant la mainmise sur l'audiovisuel public. » Et qui roule aujourd'hui pour Léo, pour l'aider à faire main basse sur le plus grand nombre possible de médias audiovisuels.

C'est cela le système Léotard : une manœuvre d'encerclement visant à l'appropriation de tous éléments constitutifs du Paf par la droite tout entière ou par un de ses clans. C'est à cela que peut se résumer la Léotardie : une mainmise financière et idéologique des « libéraux » sur le patrimoine audiovisuel de tous les Français. Et tant pis si, pour mener à bien ces expéditions, on provoque de la casse ! Et tant pis si, pour avoir des radios et des télévision à la botte, on met tout en pièces !

« Abus d'une position dominante »

En Léotardie, les combines et la confusion sont monnaie courante. Aussi, Léotard n'a-t-il pu être qu'ulcéré par les recommandations du Conseil constitutionnel l'invitant à modifier son projet de loi sur l'audiovisuel dans le sens de la transparence : pluralisme et réglementation anti-trusts sont les cadets de ses soucis ! Pourquoi se soucierait-il du pluralisme alors que son propos est précisément d'annexer l'audiovisuel au profit de la droite, voire au profit de sa propre carrière ? Pourquoi tenterait-il « d'empêcher les abus de position dominante » alors que son intention est justement de faire dominer l'ensemble de l'audiovisuel français par ses amis des trusts ?

Une fois de plus Léo a finassé. Le Conseil constitutionnel l'obligeait à refaire une partie de sa loi ? Il l'a refaite. Officiellement, pour limiter la concentration multi-medias. En réalité, pour faire rentrer par la fenêtre ceux que le Conseil constitutionnel avait fait sortir par la porte. Les règles prétendument restrictives qui figurent dans les nouveaux articles de loi ont en fait pour but de permettre aux grands groupes de la communication de mener à bien leur stratégie initiale : Hersant pourrait investir dans T.f.1 sans amputer son groupe de presse, Havas pourrait entrer dans le capital de la Cinq sans abandonner sa participation à Canal Plus, Hachette pourrait contrôler T.f.1 sans renoncer à Europe 1... Vous avez dit loi anti-trust ? Léo est-il assez naïf pour croire que son mauvais coup va réussir ? Il ne serait pas surprenant que ce nouveau projet de loi se retrouve sur le bureau du Conseil constitutionnel...

Les travaux d'Hercule-Léotard vont donc se poursuivre. Et, pendant lesdits travaux, la détérioration de l'ensemble audiovisuel va aller s'accélérant. La redevance va continuer à ne pas rentrer et les chaînes publiques vont continuer à ne plus fabriquer de programmes. L'information télévisée existante (sur les trois chaînes du service public) va continuer à favoriser la droite et le gouvernement (comme vient de le constater la Haute Autorité), va donc continuer à bafouer le pluralisme. Les ministres, comme Alain Madelin l'a déjà fait, vont continuer à s'inviter à la télévision sans y avoir été conviés. Le déficit budgétaire d'Antenne 2 va continuer à grossir. F.r.3 va continuer à perdre des téléspectateurs et à utiliser l'argent de la Sept pour sauver les meubles. Les programmes et les recettes publicitaires de la Cinq vont continuer à fondre comme neige au soleil. TV6 va mourir avant d'avoir eu les moyens de vivre. Le Plan-câble va continuer à se perdre dans les sables. Radio-France va commencer à débaucher. Les trusts vont continuer à grenouiller. L'Institut national de l'audiovisuel va continuer à s'enfoncer dans les incertitudes financières. Léotard va continuer à faire du jogging et à dire n'importe quoi. C'est beau, la Léotardie, non ?

Le massacre de l'audiovisuel par la droite a dépassé tout ce qu'on pouvait craindre. A moyen terme, l'opinion demandera des comptes et les casseurs devront payer. A court terme, il va nous falloir apprendre à survivre en Léotardie. Il y a des jours où l'on a vraiment envie de se faire Anglais ! ●

« L'Unité » fait la foire

La Foire-Exposition de Montluçon a une histoire : elle est née en 1928 à l'initiative du maire socialiste de l'époque, Max Dormoy. Elle constitue chaque année la manifestation la plus populaire de la région Auvergne : en 1985, elle a accueilli deux cent cinquante mille visiteurs.

Pour sa version 1986, la Foire-Exposition de Montluçon compte un stand de plus : celui de « l'Unité ». Ce qui constitue une « première » : dans une foire-exposition on trouve habituellement des automobiles, des appareils électroménagers, des meubles, des machines agricoles et du vin ; au stand de « l'Unité », tenu par les socialistes montluçonnais, on peut acheter des journaux (« L'Unité », bien sûr) et des livres (signés Mendès France, Mitterrand, Rocard, etc.), on peut rencontrer des écrivains et des élus.

Rendez-vous au stand de « L'Unité » : stand n° 638, avenue Bordeaux. Rendez-vous avec : Pierre Bérégovoy et René Souchon (anciens ministres), avec Maurice Pourchon (ancien président de la région Auvergne), avec Jean-Michel Belorgey (député de l'Allier), Albert Chaubard (conseiller régional), Didier Daeninckx (écrivain), etc.

Rendez-vous au stand de « l'Unité » avec la culture, l'information et la réflexion. Jusqu'au 5 octobre, 22 heures.

PAR FABIAN GASTELLIER

Hécatombe à la Cour d'Espagne

Rien ne va plus chez Philippe II. Porterait-il la poisse accrochée aux pics de sa couronne ? Toujours est-il que, pratiquement dans la même semaine, à l'Opéra de Paris où l'on propose le « Don Carlos » de Verdi et au Théâtre de la Ville où l'on va jouer le « Don Carlos » de Schiller, chanteurs et acteurs ont déclaré forfait, plongeant dans les affres du rafistolage, le monde du lyrique et celui des planches.

Au Théâtre de la Ville, où Schiller mis en scène par Michelle Marquais (1) démarre officiellement le 7 octobre prochain, c'est Marthe Keller (Elisabeth de Valois) puis Bernard Fresson (Philippe II) qui se sont fait porter pâles, respectivement remplacés par Maryvonne Schilz et Jean-Claude Jais. Pures malaises de théâtre ? On souhaite en tout cas bien du courage aux nouveaux arrivants.

A l'Opéra, c'est simple, rien ne va plus. Abandon de Ruggero Raimondi, départ précipité d'Ileana Cotrubas, évanouissements successifs des deux ténors Dano Raffanti et Eduardo Balla, appel à la rescousse de l'ineffable Jean Dupouy : le « Don Carlos » enfin présenté en version française et dont on attendait tant d'éclats et d'éblouissements est, en fait, une caricature de méchante soirée provinciale. On passera sur la mise en scène inutilement compliquée de Marco-Arturo Marelli, sur la direction trop carrée de Georges Prêtre pour s'attarder sur les caprices des divas qui rendent leur tablier sur un coup d'humeur et sont pratiquement entièrement responsables des catastrophes qui pleuvent dès lors comme à Gravelotte.

C'est partout, maintenant, et à tout bout de champ que les stars se débinent. Ah ! l'aspect poupée gonflable de la diva qui se dégonfle quand on la froisse ! Plus la peine de se fendre d'un billet d'avion ou d'une place de train pour courir applaudir votre chéri : le matin même, son nez l'aura gratté, le paysage alentour lui aura déplu, la couleur de sa traine lui aura foutu le moral à zéro et il aura filé vers d'autres cieux. D'Orange à Aix, cet été notamment, les distributions affichées n'étaient plus, le soir de la première, que laborieux patchworks recousus pour que ça tienne quand même. On se moque du public.

Dans ces conditions, les remplaçants font ce qu'ils peuvent. Que Michèle Lagrange n'ait pas le dixième de la voix qui convient au rôle d'Elisabeth de Valois est évident (2), que Jean Dupouy soit le Carlos du pauvre est patent : mais ils ont eu le courage d'être là, de sauver la représentation. Alors chapeau. Une question toutefois : dans de telles conditions ne valait-il pas mieux justement, ne pas sauver la représentation ?



Michèle Lagrange dans « Don Carlos », à l'Opéra.

Bernand

* (1) Déjà présenté cet été en Avignon, au cloître des Carmes.
(2) Michèle Lagrange n'a pas débarqué au hasard : elle était prévue en alternance avec Ileana Cotrubas. Aberration de distribution imputable aux dirigeants du Palais-Garnier...

* « Don Carlos » de Schiller – Mise en scène de Michelle Marquais. Théâtre de la Ville : 42.74.22.77. Du 7 octobre au 22 novembre – 20 h 45.

* « Don Carlos » de Verdi. Mise en scène de Marco Arturo Marelli. Opéra de Paris : 47.42.57.50. Les 2, 3, 5, 6, 9, 10, 14, 16, 28 et 30 octobre à 18 h 30 ; le 26 octobre à 14 h 30.



Nathalie Baye dans « Adriana Monti ».

Bernand

Pour le meilleur et pour le pire

Une semaine de mariage et, soudain, le réveil. Une matinée comme une autre où l'on s'interroge sur le présent : lui, avocat un rien sérieux et encombré d'une maman chiante ; elle, midinette bavarde et extravertie : qu'ont-ils donc de commun ? Apparemment rien sauf, peut-être, une semblable peur du vide et de la vie, qui les unit pour le meilleur et pour le pire. Un badinage, une conversation légère : telle apparaît la pièce de Natalia Guinzbourg, très « italienne », et à laquelle Loleh Bellon a su apporter une grâce, une luminosité, une musique des plus attachantes. Subtile et divinement rythmée, la mise en scène de Maurice Bénichou accompagne cette comédie de l'amour qui semble plus futile qu'elle ne l'est réellement. Peut-être Nathalie Baye, enjouée à souhait, manque-t-elle un peu de mystère mais Patrick Chesnais et Catherine Arditi, lui en époux silencieux et fragile et elle en femme de ménage parasite, apportent à cette soirée un soleil envoûtant.

* ***« Adriana Monti », de Natalia Guinzbourg. Adaptation de Loleh Bellon. Mise en scène de Maurice Bénichou. Avec Nathalie Baye, Patrick Chesnais, Micheline Presle, Catherine Arditi. Théâtre de l'Atelier : 46.06.49.24 – 20 h 45.***

PAR FABIAN GASTELLIER

Un train plombé...

La Révolution gronde, les têtes tombent, la Russie tremble : tous ces faits divers concernent peu l'élégant Nicolas, bourgeois un rien dandy que les circonstances confuses ont placé d'office à la tête d'une mission de contrôle des téléphones. Cloîtré avec sa famille dans son train qui sillonne le pays, il néglige son travail, lui préférant ses pseudo-recherches scientifiques. Un wagon pourpre et or éclairé de biais par de faibles lumières : le décor de Bernard Evein est somptueux. Dommage que s'y déploie une langoureuse et lourde pièce où l'exil, la peur, l'attachement à la mère patrie et l'idée de liberté se mêlent en une purée des plus compactes et des plus littéraires. C'est lent, et ni Jean Desailly ni Simone Valère ne parviennent à appuyer sur l'accélérateur.

** « Le Silence éclaté », de Stephen Poliaccoff. Adaptation de Claude Baignères et Anne Tognetti. Mise en scène de Jean-Paul Roussillon. Avec Simone Valère, Jean Desailly, Jacques Dacqmine, Michèle Simonnet... Théâtre de la Madeleine : 42.65.06.28 – 21 h.*

(Suite en page 30)

Simone Benmussa : la dentellière

Quand le théâtre flirte avec la confidence et se métamorphose en un espace clos où le rêve prend la parole, où tout ce que l'on fait d'ordinaire est enfin avoué, Simone Benmussa n'est jamais bien loin. Du « Portrait de Bora » d'Hélène Cixous à « Pour un oui, pour un non » de Nathalie Sarraute (1) en passant par des dizaines de textes pas toujours écrits pour la scène, elle est devenue en dix ans la spécialiste d'un art envoûtant qui flotte entre littérature, théâtre, musique et peinture ; un art dramatique à part, un « je ne sais quoi qui n'a de nom dans aucune langue » et qu'elle a su imposer comme une écriture nouvelle dont il faut, aujourd'hui, tenir compte.

Lumières décomposées, chorégraphies des corps, couleur des voix, plongées vertigineuses dans un univers secret qui touche volontiers à la psychanalyse :



« Le Bain de Diane ».



Simone Benmussa a pris en quelques sorte le théâtre à l'envers, débusquant ce qu'elle appelle « le fonctionnement dramaturgique de l'existence » dans le rapport des individus entre eux, dans leurs combats, leurs affrontements quotidiens mais aussi leurs silences, leurs rancunes, leurs secrets. Zones de « passage » qu'elle affectionne : « Ne plus être cloîtré dans le seul registre du théâtre, de la diction théâtrale, mais passer d'un registre à l'autre ; basculer du récit extériorisé – le rapport acteur/spectateur – au monologue intérieur, à l'écriture romanesque, à la poésie. Jouer sur des kaléidoscopes de langages en intégrant à la force des mots la puissance des images et des sons... »

Voix off, vidéo, cinéma, masques, l'univers de Simone Benmussa joue des décalages avec subtilité, superposant en permanence des mondes en transparence, un peu à la façon du Nô japonais. Sa clé ? L'espace. Le mouvement dans l'espace. Elle s'explique : « Une statue classique, on tourne autour pour l'admirer. Sa beauté vient d'un point précis, cette masse de marbre ou de pierre taillée. C'est une façon d'appréhender une œuvre. Maintenant Calder et ses mobiles : ce sont eux qui tournent autour de vous. L'œuvre, là, intègre le mouvement ; vous êtes pris dans un piège... Moi, je rêve à cela : faire exister une œuvre de mille façons à la fois, en dévoiler toutes les résonances. Et aboutir ainsi à une sorte de troisième dimension : théâtre du songe, théâtre de l'imaginaire... »

Chercheuse obstinée et passionnée qui collectionne les succès comme d'autres les papillons et cavale le monde entier tant on la réclame, Simone Benmussa chérit l'idée d'avoir un jour assez de sous pour créer une troupe internationale, histoire de travailler dans différentes langues et dans différents pays avec des comédiens rompus à des techniques différentes. Une « famille », en vrac Alan Bates, Delphine Seyrig, Glenn Close, Susannah York, Sami Frey, pour une autre famille : James Joyce, Henry James, Virginia Woolf... les auteurs de son cœur.

Amoureuse de l'insolite, hérissée par le néo-brechtisme, Simone Benmussa aujourd'hui met en scène « le Bain de Diane », de Pierre Klossowski (2). Un nouveau pas puisqu'elle intégrera pour la première fois à son spectacle une chorégraphie de la danseuse italienne Valeria Magli. Entre-temps, elle est partie conquérir Barcelone, où José-Maria Flotats va jouer Nathalie Sarraute en... Catalan ! 24 h sur 24 h, Simone Benmussa tricote du théâtre, s'enferme au théâtre. A tel point qu'elle a trafiqué avec les P.t.t. pour que son téléphone personnel sonne au Rond-Point. Ce qui ne manque pas de retombées cocasses : à présent, quand Jean-Louis Barrault l'appelle, il tombe sur Madeleine Renaud, hébétée, en face de lui...

---

(1) « Pour un oui, pour un non », avec Sami Frey et Jean-François Balmer, reprise au théâtre du Rond-Point du 4 novembre au 4 janvier.

(2) « Le Bain de Diane », avec Valéria Magli et Pietro Pizzuti, à partir du 30 septembre. Renseignements : 42.56.60.70.

(suite de la page 29)

Un mauvais coup contre Labiche

Quelle satisfaction douteuse, quel plaisir pervers Jacques Lassalle a-t-il bien pu trouver à enterrer Labiche sous une mise en scène catafalque, à casser son rythme, à figer ses personnages ? Que Labiche ne soit pas qu'une simple mécanique à la Feydeau, qu'il soit tentant d'y déchiffrer autre chose et notamment sa méchanceté, ses coups de plumes acides contre une petite bourgeoisie mesquine, obsessionnelle, grippe-sou et ridicule, d'accord. Mais encore fallait-il souligner ses traits, savoir être méchant. Et à trop retourner un gant, histoire d'en saisir la doublure, il arrive qu'on le déchire. Ici la catastrophe est complète, le contre-sens pèse comme un couvercle, les contre-emplois (pratiquement aucun personnage n'a l'âge ni l'allure de son rôle) sont autant de barrières qui nous empêchent d'approcher la pièce. Le rire reste dans les gorges mais rien d'autre n'apparaît. De ce mauvais gag d'intellectuel perturbé on retiendra seulement qu'il fait avant tout du tort au théâtre.

* ***« La clé » de Labiche. Mise en scène de Jacques Lassalle. Avec Daniel Briquet, Jean Dautremay, Paul Bru, Emmanuelle Grangé... Théâtre de Chaillot, salle Grémier : 47.27.81.15 jusqu'au 18 octobre, 20 h 30.***

Sortez vos mouchoirs

Elle : une voix, pressante, amoureuse, omniprésente même dans ses silnces. Lui : un escogriffe hagard et parano, horripilant de narcissisme, touchant de désespoir. Héloïse et Abélard n'ont pas été les tendres amants que la postérité a fait d'eux. De ce double destin sacrifié, de cette double voix errante, Didier Bezace a créé un spectacle fascinant, une émotion rare, suspendue à l'effroi de Jean-Pol Dubois, seul en scène, magnifique constructeur d'espace, à l'aide d'un simple tabouret, d'une valise vide, d'un mouchoir, mouchoir blanc, voletant dans un courant d'air.

F. de G.

---

* ***« Héloïse et Abélars », adaptation et mise en scène de Didier Bezace, avec Jean-Pol Dubois et la voix de Karen Rencurel. Théâtre de la Cartoucherie. Tél. : 43.74.99.61.***

A ne pas manquer

* ***« L'Homme gris », de Marie Laberge. Mise en scène de Gabriel Garran. Avec Claude Piéplu et Hélène Lapiower... Petit Marigny : 42.25.20.74 – 21 h.***

Huis clos pour un père et sa fille, dans un motel minable par une nuit d'orage. Il parle, elle se tait ; le face-à-face tourne à l'affrontement. Horrifiant et magnifique, un voyage au bout de l'inconscient.

* ***« Elvire Jouvet 40 », d'après les notes de Louis Jouvet. Mise en scène de Brigitte Jacques. Avec Philippe Clévenot... Théâtre de l'Athénée : 47.42.67.27 – 20 h 30.***

En 1940, Louis Jouvet fait répéter « Dom Juan » à une jeune interprète qui se glisse petit à petit dans la peau d'Elvire. Une leçon de théâtre.

* ***« Les Fils des Nuages », d'après « le Désert » de J-M-G. Le Clézio. Mise en scène de Pascal Larue... Palais des Congrès et de la Culture du Mans : 16/43.80.40.08. Vendredi 3 et samedi 4 octobre 20 h 30.***

« Les hommes savaient bien que le Désert ne voulait pas d'eux. Mais c'était le seul, le dernier pays libre, le pays où la loi des hommes n'avait plus d'importance » : la splendide réflexion de Le Clézio sur le désert enrichie de légendes sahariennes par une jeune troupe qui a bien besoin de se faire connaitre.

LA GARDE DES PRIX BAS



DARTY

TV.ÉLECTROMÉNAGER.HIFI.VIDÉO

PAR FABIAN GASTELLIER



Stéphan Audran dans « Folies bourgeoises », F.r.3, 20 h 35.

VENDREDI 3 OCTOBRE

A.2 Ciné-club : « Saint François, ménestrel de Dieu », de Roberto Rossellini – 23 h.

Chronique de la pauvreté écolo en compagnie d'authentiques moines franciscains. Vous pouvez aussi enchaîner sur France Inter, où vers 0 h, Gildas Bourdet a concocté une dramatique radio « Voyage de noces ». Même topo le samedi 4 avec « Tarif de nuit », autre pièce du même auteur. Toutes deux avec Marianne Epin et André Dussolier.

F.r.3 « Le Petit Docteur », série d'après Simenon. Quatrième épisode : « la Piste de l'homme roux », réalisation de Marc Simenon – 20 h 35.

« Taxi », magazine proposé par Philippe Alfonsi – 21 h 30.

Le 3e volet consacré à l'Egypte : la montée de l'intégrisme.

SAMEDI 4

Sur Musique, non stop de 9 h à 24 h, une journée consacrée aux « divas de l'Opéra de paris ».

On se branche.

DIMANCHE 5

T.f.1 « Les 39 marches », d'Alfred Hitchcock – 20 h 35.

Pour le plaisir de revoir Mister Memory, la bête de scène dont les neurones sont mille fois plus efficaces que tous les microfilms de la terre. Hitchock for ever, malgré la v.f.



Pascal Lebrun

Laurent Fabius à « l'Heure de vérité », A.2, 20 h 35.

F.r.3 Cinéma de minuit : « l'Entraîneuse », d'Albert Valentin – 22 h 30.

La call-girl a su rester honnête. Edifiant. Avec Michèle Morgan.

LUNDI 6

T.f.1 « Poisson d'avril », de Gilles Grangier – 20 h 30.

Quiproquos familiaux autour d'une canne à pêche. Avec Bourvil, Annie Cordy et Louis de Funès dans un second rôle.

« Acteurs studio », émission de Frédéric Mitterrand – 22 h 05.

Un nouveau pari : révéler en direct les inconnus doués pour être célèbres.

A.2 Les 5 dernières minutes : « le Pied à l'étrier », téléfilm de Claude Loursais – 20 h 35.

On a rapté Viknou, cheval de prix.

F.r.3 « Stress », de Jean-Louis Bertucelli – 20 h 35.

Qui c'est qui persécute Carole Laure ? Psy-show impressionnant.

MARDI 7

T.f.1 « le Veto », série de Daniel Moosman. Premier épisode – 20 h 35.

Tribulations (théoriquement) comiques d'un vétérinaire. Comment il va s'associer avec une gentille camarade, dégoter le cabinet de ses rêves, hériter d'un chien savant, etc. Las ! Filmé avec du plomb, laborieusement mis en scène, cette série est d'une consternante platitude et ne vous déclenche pas un seul sourire. A oublier.

A.2 « Les Dossiers de l'écran », émission proposée par Armand Jammot : « le Maître d'école », de Claude Berri. Débat : la rentrée scolaire – 20 h 35.

Coluche en instit souffre-douleur. Gras mais drôle.

F.r.3 « La dernière séance », soirée Mickey Rooney – 20 h 35.

Le minus le plus doué d'Hollywood dans « Invasion secrète », de Roger Corman (manœuvres de diversions américaines en 1943) et dans « la Rafale de la dernière chance », de Howard W. Koch qui, comme son titre l'indique, raconte une ultime tuerie...

MERCREDI 8

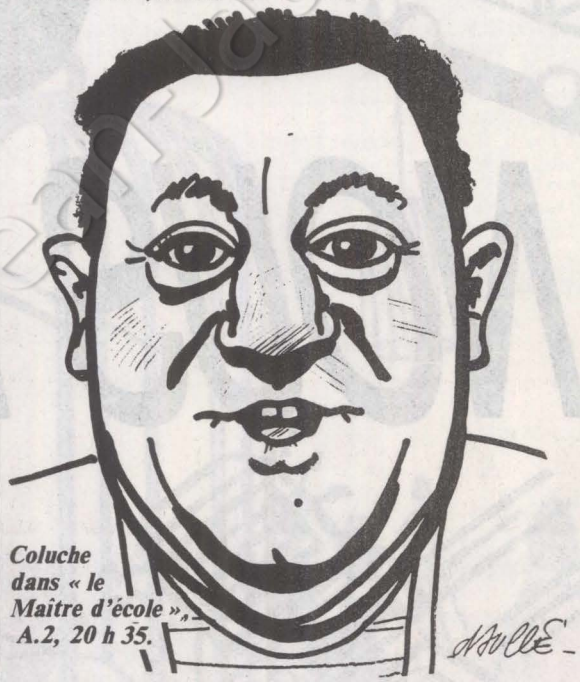
A.2 « L'Heure de vérité ». Invité : Laurent Fabius – 20 h 35.

« Le Dossier d'Alain Decaux : 150 millions de fausses livres sterling pour Hitler », réalisation de Jean-Charles Dudrumet – 22 h.

Comment les Nazis ont essayé de détruire l'équilibre économique de la Grande-Bretagne en fabriquant de la fausse monnaie.

JEUDI 9

T.f.1 « L'Enjeu » – 21 h 45.



Coluche dans « le Maître d'école », A.2, 20 h 35.

A.2 « Un caprice de Caroline chérie », de Jean Devaivre – 20 h 35.

Martine Carol acte 2 : l'adolescence d'un mythe.

« Résistances », magazine jadis proposé par Bernard Langlois – 22 h 15.

On découvre ce qu'Antenne 2 va faire d'un magazine que l'on conçoit mal sans son auteur.

F.r.3 « Folies bourgeoises », de Claude Chabrol – 20 h 35.

Ronde amoureuse filmée au vitriol. Avec Stéphane Audran et Jean-Pierre Cassel.

« Un ticket de métro pour la Chine », reportage de Marie Holzman et Micaëla Watteaux – 22 h 30.

La Chine à la portée de la main, c'est à Paris XIIIe, entre les tours géantes et les drugstores bridés. A ne pas manquer.



Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325